

A trois mois des élections locales

La classe politique entre léthargie et fronde

A quelques mois des élections municipales, les partis politiques, à défaut de préparer activement cette échéance importante, semblent sombrer dans une léthargie estivale, du moins pour la majorité d'entre eux.



Page 3



Algérienne des eaux (ADE)

46 milliards de DA de créances impayées

Créances impayées de 46 milliards de dinars, dont la courbe est ascendante, plus de 6 000 cas de branchements illicites et près de 80 000 fuites recensées, des dettes de services de 3 milliards de dinars auprès de Sonelgaz: la situation financière de l'Algérienne des eaux est difficile.

Page 2

Hussein Dey (Alger)

Quatre personnes d'une même famille mortes par asphyxie

Page 24

Il plaide pour l'investissement dans les forêts pour lutter contre les incendies

Bouazghi : «Les agriculteurs seront indemnisés»

Page 2



La famine dans le monde

Conscience et volonté humaines mises à rude épreuve

publique aux problèmes de la faim et de la malnutrition et de mobiliser tous les secteurs d'activités et la société civile pour lutter contre ces fléaux redoutables pour l'humanité toute entière.

Le thème que propose la FAO pour la célébration de JMA-2017, n'est pas fortuit dans la mesure où le monde est en mouvement. La recrudescence des conflits et l'instabilité politique ont généré un nombre sans précédent de personnes déracinées depuis la Seconde Guerre mondiale, souligne la FAO dans une publication très récente en prévision de la JMA-2017, qui cependant souligne que «la faim, la pau-

vreté et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques liés au réchauffement de la planète sont d'autres facteurs importants à prendre en compte. Les déplacements massifs de population constituent aujourd'hui des défis complexes qui exigent une action à l'échelle mondiale. De nombreux migrants arrivent dans les pays en développement, et sont à l'origine de tensions là où les ressources sont déjà limitées. Mais la majorité (763 millions environ), se déplacent à l'intérieur de leur propre pays plutôt qu'à travers les frontières».

Page 5

MC Alger

Le Mouloudia toujours sans entraîneur

Les choses ne semblent pas s'améliorer pour le Mouloudia Club d'Alger qui, et même s'il a repris les entraînements avec l'ancienne coqueluche du club, Saïfi, se trouve toujours sans entraîneur.

Page 18



Par Mohamed Khiati

Algérie, à l'instar des autres nations célèbre, le 16 Octobre 2017, à travers tout le territoire national, la Journée mondiale de l'alimentation, sous le thème retenu par la FAO, «Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural». L'objectif essentiel de cet événement planétaire est de sensibiliser l'opinion



Algérienne des eaux

46 milliards de DA de créances impayées

Créances impayées de 46 milliards de dinars, dont la courbe est ascendante, plus de 6 000 cas de branchements illicites et près de 80 000 fuites recensées, des dettes de services de 3 milliards de dinars auprès de Sonelgaz : la situation financière de l'Algérienne des eaux est difficile.



Par Karima Nacer

Le montant des factures impayées par les ménages abonnés de l'Algérienne des eaux (ADE) est estimé à 29 milliards de dinars, selon le directeur chargé de l'alimentation en eau potable auprès du ministère des Ressources en eau, Smaïl Amirouche, qui souligne que ce chiffre représentait plus de 63% du montant global des impayés par l'ensemble des clients de son entreprise et qui atteint les 46 milliards de DA. Il a fait remarquer que le reste des créances était détenu sur les administrations, dont essentiellement les collectivités locales avec un total de 13 milliards de DA, et 4 milliards de DA à la charge

de divers créanciers. Il ajoute que pour les communes, «mauvais payeurs», certaines d'entre elles avancent le subterfuge des difficultés financières. En indiquant que les créances de l'ADE enregistraient une hausse continue, Amirouche explique que cette situation affectait la santé financière et le bon fonctionnement, notamment pour ce qui est des opérations cruciales telles que celles liées à l'équipement et la maintenance, (remplacement des pompes, réparation des fuites...). Qui plus est, déplore-t-il, ce manque à gagner s'est traduit par la difficulté de l'ADE à honorer, à son tour, ses dettes, de l'ordre de 3 milliards de DA envers Sonelgaz. A toutes ces difficultés pour l'ADE, s'ajoute le phénomène des

branchements illicites où un recensement récent fait ressortir plus de 6 000 cas et près de 80 000 fuites, de janvier à mai 2017. Il a ainsi été recensé 79 660 fuites dont 64 962 ont été réparées, et un volume d'eau récupéré de 7,4 millions de m³ sur cette même période. Le bilan fait ressortir que sur les 6 059 cas de branchement illicites, 3 386 ont été éliminés (57%), tandis que 2 606 cas ont été introduits en justice (43%) et un volume d'eau récupéré de 546 000 m³.

«En outre, les mises en demeure adressées aux débiteurs, une campagne de sensibilisation a été lancée tandis que les recours en justice peuvent intervenir en dernière étape et ce, particulièrement pour les

grands créanciers», prévient le responsable au ministère des Ressources en eau. S'agissant des stations de dessalement de l'eau de mer, elles participent à hauteur de 17% de l'alimentation en eau potable avec les 11 stations réalisées sur les villes côtières.

Concernant la consommation, le responsable indique qu'elle est de 180 litres/jour/habitant en moyenne.

Enfin, la même source a évoqué la mise en place d'un dispositif pour la généralisation du comptage et l'élimination graduelle du système forfaitaire de facturation, avançant qu'avec «le système forfaitaire, le volume d'eau consommé n'est pas quantifié».

K. N.

2^{ème} Région militaire Gaïd Salah inaugure et lance de nouvelles structures

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé hier sa visite de travail et d'inspection dans la 2^{ème} Région militaire à Oran par l'inauguration et le lancement de nouvelles structures militaires. Cette visite s'inscrit dans «la dynamique des visites sur le terrain aux différentes Régions militaires et du contact direct et permanent avec les personnels militaires déployés à travers les quatre coins du pays», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Au siège du commandement de la 2^{ème} Région militaire, et «en guise de fidélité aux grands sacrifices des vaillants chouhada et moudjahidine de la glorieuse Révolution, le général de corps d'Armée, accompagné par le général-major Saïd Bey, commandant de la 2^{ème} Région militaire, a observé un moment de recueillement en hommage au défunt moudjahid Boudjenane Ahmed, dit Si Abbes, dont le siège du commandement porte le nom, avant de déposer une gerbe de fleurs sur sa stèle et réciter la Fatiha», note la même source.

Le vice-ministre de la Défense nationale a ensuite posé la première pierre du nouveau siège du secteur opérationnel d'Oran, puis inauguré, dans la même ville, le Centre d'information territorial, un «espace informationnel et culturel d'excellence, dont la mission est d'informer les différentes catégories de la société sur les missions et les activités de l'ANP à travers l'organisation des journées d'informations, des portes ouvertes, ainsi que des expositions et des colloques historiques et scientifiques», précise-t-on.

Dans le même site, Gaïd Salah a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la direction régionale de l'intendance.

Par la suite, il a inauguré une caserne dédiée à l'une des unités de défense aérienne du territoire, baptisée au nom du chahid Mahmoud Houha et ce, en présence des membres de la famille du chahid, qu'il a honorés, avant de suivre un exposé sur cette unité et inspecter ses différentes structures administratives et pédagogiques.

R. K.

Il plaide pour l'investissement dans les forêts pour lutter contre les incendies

Bouazghi : «Les agriculteurs seront indemnisés»

Par S. A. Mohamed

Bonne nouvelle pour les agriculteurs dont la production agricole a été ravagée par les incendies. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a assuré dimanche depuis Jijel, que ces derniers seront indemnisés.

Au cours de sa visite d'une zone forestière touchée par des incendies dans la localité de Hamara, commune de Texenna, une des régions les plus ravagées par les feux à Jijel, le ministre a précisé que «tout agriculteur dont la production agricole - arbres fruitiers, oliviers, cheptel et ruchers - a été décimée par les feux, sera indemnisé». Il a, à ce propos, ajouté «qu'un

vaste travail de recensement, de diagnostic et d'évaluation des dégâts causés par les feux a été déjà lancé» par les différentes instances concernées par ce dossier, précisant que sur la base des résultats de ces investigations et enquêtes, les victimes ouvrant droit à l'indemnisation seront dédommagées. Affirmant l'engagement des pouvoirs publics d'indemniser les agriculteurs dont les champs et le patrimoine ont été affectés par les incendies, M. Bouazghi a insisté, à cette occasion, sur l'importance d'une «application rigoureuse» des instructions et orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'agissant de la prise en charge des préoccupations des citoyens. Faisant état du recensement de 1

600 foyers d'incendies dans bon nombre de wilayas ayant détruit une superficie de près de 15 000 ha à travers le territoire national, le ministre qui a écouté les doléances des agriculteurs de la région, a insisté sur l'impérative sensibilisation des cultivateurs et opérateurs du secteur quant à l'importance d'assurer leurs activités contre les différents sinistres. M. Bouazghi a salué les efforts déployés par les agents et cadres de la Protection civile, des forêts, des services de sécurité et les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la lutte contre les feux et s'est félicité de l'élan de solidarité des citoyens dans plusieurs zones touchées par les incendies. Et pour lutter contre les incendies de forêts, le ministre a,

par ailleurs, plaidé en faveur de «l'investissement dans les forêts pour lutter contre les incendies menaçant ce patrimoine national». A l'issue de sa visite de travail, il a appelé les cadres de son secteur, notamment à investir dans ces espaces en créant des forêts récréatives permettant de «rentabiliser ces lieux au double plan économique et de divertissement et de lutter également contre les feux qui ne cessent de les menacer». «L'Algérie dispose d'importants potentiels qu'il suffit juste de valoriser et de protéger», a souligné le ministre, affirmant que son département s'emploiera à l'accompagnement de ce genre de projets, notamment dans les régions à caractère forestier, à l'instar de Jijel. Une superficie de près de 500 ha sur 140 000 ha de

terres forestières dont dispose la wilaya de Jijel, a été ravagée ces derniers jours suite aux multiples incendies qui se sont déclarés à travers 25 communes de la wilaya, selon les explications fournies au ministre. Ces feux ont détruit 15 000 oliviers et 2 000 arbres fruitiers, a-t-on encore fait part au ministre qui s'est rendu dans la zone incendiée de la localité de Hamara, dans la commune de Texenna, où près de 7 000 oliviers et 500 arbres fruitiers ainsi qu'une vingtaine de maisons ont été détruits par les feux. Revenant sur les indemnités, le ministre a appelé les citoyens concernés à faire preuve de sagesse et de patience pour permettre une meilleure application des décisions prises dans ce sens.

S. A. M.

A trois mois des élections locales

La classe politique entre léthargie et fronde

Les seuls faits notables sur la scène depuis l'avènement de l'été, c'est la fronde grandissante qui caractérise certaines autres formations, avec en toile de fond, bien entendu, un marchandage des «places» en prévision des élections locales.



Par M. Ait Chabane

La palme revient dans ce sens au vieux parti qui défraie la chronique estivale avec le retour en force des guéguerres de leadership, notamment au niveau de certaines mouhafadhas, où la tension est toujours de mise. Le Front de libération nationale (FLN), qui a perdu en représentativité dans le Parlement à la faveur des dernières législatives, n'en ferait vraisemblablement pas meilleur score lors des prochaines locales, face à la remontée de la fronde et l'intransigeance du secrétaire général du parti, Djamel Ould Abbès. Cela profiterait évidemment à son éternel rival, le Rassemblement national démocratique (RND), autrement plus habile et opportuniste, grâce à la nou-

velle stratégie gagnante de son patron de toujours, Ahmed Ouyahia. Ce dernier a réussi brillamment à «mâter» une dissidence naissante et à soigner sa représentativité dans l'Assemblée populaire nationale (APN), en damant le pion au FLN dans plusieurs de ses fiefs électoraux. De son côté, le parti de Amara Benyouène, donné gagnant à la veille des législatives, n'aura pas fait long feu et la désillusion fut grande face au maigre résultat obtenu. Pis encore, le Mouvement populaire algérien (MPA), puisque c'est de lui qu'il s'agit, a connu une grave saignée dans ses rangs cet été, à commencer par son chef de file au niveau de la capitale, l'actuel maire d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache qui a claqué la porte si brutalement qu'une cascade de démissions s'en est sui-

vie, notamment dans la wilaya de Guelma. L'autre parti, de l'opposition celui-ci, à subir une hémorragie parmi ses militants, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), où le mécontentement de la base est en train de se généraliser. Si la débâcle des dernières législatives en sont pour quelque chose dans cette situation, il n'en demeure par moins que le parti cher à Saïd Sadi a perdu énormément de terrain au sein même de son fief habituel, au même titre que son frère-ennemi le Front des forces socialistes (FFS). Dans le camp des islamistes, c'est la platitude totale, sinon cette tentative hardie du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et le Front du changement (FC) qui a vite sombré sous le poids des dissensions intestines qui minent

cette mouvance. La fusion des deux partis annoncée en grande pompe, il y a quelques semaines, a rapidement laissé place à l'incertitude, somme toute des prétentions exagérées et inconsidérées des deux leaders, Abderezzak Makri et Abdelmadjid Menasra. En outre, les autres «petits» partis émergés à l'occasion des dernières législatives n'en font aucun écho depuis, en attendant, peut-être, de les entendre à l'approche des élections locales. Sinon, pas d'université d'été, pas de rencontres entre militants et presque aucune activité n'aura marqué pour le moment la scène politique nationale, sauf ces couacs ressentis chez certains partis habitués à cette situation à l'approche de chaque échéance.

M. A. C.

Lors de son escale à Paris Tebboune rencontre son homologue français

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a rencontré hier lors de son escale à Paris, son homologue français, Edouard Philippe, indique un communiqué des services du Premier ministre.

«Durant son escale à Paris, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a été convié par son homologue français, Edouard Philippe, à une rencontre informelle à l'hôtel Matignon», précise la même source.

R. N.

Messahel remet un message de Bouteflika à l'Emir du Koweït

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a été reçu par l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, auquel il a remis «un message d'amitié, d'estime et de considération» qui lui est adressé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«Cheikh Sabah a chargé, à son tour le ministre Messahel de transmettre au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ses salutations chaleureuses et fraternelles et ses sentiments de considération ainsi que ses vœux de progrès au peuple algérien», précise le communiqué.

L'audience a porté sur «la situation dans la région, en particulier les développements liés à la crise du Golfe. A cet égard, M. Messahel a réitéré le soutien de l'Algérie aux efforts de la facilitation menée par l'Emir du Koweït pour le règlement de cette crise», souligne la même source.

M. Messahel a, également, été reçu par le président du Conseil des ministres, Cheikh Jaber Al-Moubarak Al-Sabah, avec lequel il a abordé «les questions liées à la coopération bilatérale ainsi que les perspectives de son renforcement et de son élargissement dans tous les domaines».

Le ministre des Affaires étrangères a exposé à son interlocuteur «les opportunités d'investissements qu'offre le marché algérien dans différents secteurs, en particulier ceux de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme et de l'industrie». Abordant les prochaines échéances inscrites à l'agenda bilatéral, notamment la session de la commission mixte, M. Messahel et Cheikh Jaber Al-Moubarak Al-Sabah «ont convenus de multiplier les visites de délégations d'hommes d'affaires en vue de développer les échanges économiques entre les deux pays», ajoute la même source.

R. N.

Consolidation et préservation des acquis réalisés par le pays

Bouhadja souligne la responsabilité qui incombe aux étudiants

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja, a appelé dimanche de Boumerdès les étudiants à assumer leur responsabilité envers la patrie, à travers la consolidation des acquis du développement, de la paix et de la stabilité à l'instar de leurs prédécesseurs durant la guerre de Libération nationale.

Dans son allocution d'ouverture de l'université d'été de l'Union nationale des étudiants algériens (Unea) dont la cérémonie a eu lieu à la salle de conférences de la Faculté de droit de Boudouaou (nord de Boumerdès), M. Bouhadja a mis l'accent sur la responsabilité qui incombe à l'étudiant algérien dans «la consolidation et la préservation des grands acquis réalisés par le pays

et dans la contribution à la concrétisation d'autres acquis au profit du peuple algérien».

Qualifiant de «très grands» les acquis réalisés à ce jour et dans divers domaines, il a affirmé qu'ils ont conféré au pays «une place de choix» au double plan intérieur et extérieur, faisant de l'Algérie «un espace de paix» où sont consacrées l'unité nationale et les libertés individuelles et collectives en matière d'opinion et de culte.

Par ailleurs, M. Bouhadja a indiqué, lors d'un point de presse en marge de la cérémonie d'ouverture, que la prochaine session de l'APN se penchera sur une batterie de projets de lois relatifs à plusieurs domaines et reflétant les aspirations du peuple algérien, à l'instar du projet de loi sur les partis et l'adaptation du règlement

intérieur de l'APN.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué dans une allocution, lue en son nom par le conseiller, Saïd Serour, que l'année universitaire écoulée a enregistré «un grand succès» tant en termes de stabilité, ce qui a permis de réaliser les objectifs tracés et d'entamer les préparatifs de la prochaine rentrée universitaire qu'en termes de qualité de formation et du nombre de diplômés.

Le conseiller du ministre a annoncé pour la fin 2017 «une conférence nationale» avec la participation de tous les acteurs et les opérateurs du secteur pour débattre de «la révision du dispositif des œuvres universitaires».

Au programme de cette conférence, le passage du soutien indirect en termes de transport, de restauration, d'hébergement et de bourse à un soutien direct, a précisé M. Serour.

Un décret exécutif sera promulgué avec la rentrée universitaire portant réforme graduelle de ce système, a-t-il ajouté.

Le SG de l'Union nationale des étudiants algériens (Unea), Abdellatif Boudiaf Omar, a évoqué, de son côté, la réforme des œuvres universitaires, la dissolution de l'Office national des œuvres universitaires et le passage du soutien indirect au soutien direct de l'étudiant ainsi que l'actualisation du système de formation et son adaptation aux exigences du marché du travail.

Il a précisé, à ce propos, que

cette manifestation visait, outre la formation pédagogique et la préparation de la prochaine rentrée universitaire, la sensibilisation à l'importance des prochaines échéances électorales.

Près de 700 étudiants de différentes wilayas prennent part, six jours durant, à cette université d'été à travers des conférences traitant de différents thèmes intellectuels, politiques, économiques ainsi que les développements de la scène nationale. Encadrée par des experts, cette manifestation verra également l'organisation d'ateliers sur le travail pédagogique et les œuvres universitaires ainsi que des portes ouvertes sur le monde du travail avec la participation de plusieurs acteurs.

H. L.

Valorisation des déchets

Le Salon international Revade prévu en octobre à Alger

La deuxième édition du Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets Revade se tiendra du 9 au 12 octobre prochain au Palais des expositions (Alger), a indiqué le ministère du Commerce sur son site Web.



Dédié à la collecte, au tri, au transport, au traitement, à la valorisation et au recyclage des déchets, ce salon est organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND) et la

Safex. «L'activité de récupération et de valorisation des déchets, qui était auparavant une préoccupation purement environnementale, est devenue une activité économique capable de générer une valeur financière de 38 milliards de DA/an et de créer, par conséquent, de nombreux

postes d'emploi direct et indirect (7 600 emplois peuvent être créés dans la filière PET qui génère près de 350 000 tonnes/an)», a indiqué la même source.

Des statistiques récentes montrent qu'il y a un marché de près de 300 000 tonnes/an de déchets spéciaux (pneus, huiles usagées, batteries et déchets 3E) dont seulement 150 000 tonnes sont valorisées et exploitées, a-t-elle poursuivi, notant qu'à titre d'exemple, environ 16 entreprises activent dans la collecte et l'exportation des huiles usagées.

Il existe également environ 10 entreprises privées activent dans la récupération et la valorisation des pneus usagés et réalisent principalement des tapis de routes et du granulat dont le marché reste très prometteur, a ajouté la même source.

D'autre part, plusieurs entreprises américaines, françaises et sud-africaines ont manifesté leur grand intérêt pour réaliser des pôles industriels dans le recyclage du matériel informatique, a avancé la même source estimant que cela montre clairement que le secteur de la valorisation des déchets reste peu développé en Algérie.

Par ailleurs, «la réduction des ressources financières extérieures de l'Algérie nous incite à rechercher de nouvelles voies et de nouveaux moyens pour contribuer à la substitution de la production locale aux importations, pour exploiter au maximum les ressources productives disponibles en Algérie, notamment par la

récupération et le recyclage des déchets et pour encourager l'investissement dans les nouvelles activités et la création de nouvelles entreprises», a-t-elle noté.

Reda A.

Avec la participation de l'Algérie

Réunion des ministres des Finances de l'Union africaine

Les ministres des Finances de l'Union africaine (UA) tiendront leur réunion aujourd'hui à Addis Abeba (Ethiopie), a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué.

En outre, une réunion du Comité des 10 ministres des Finances de l'UA (F10) est prévue le 9 août dans la capitale éthiopienne pour un examen approfondi des modalités de financement du budget de cette organisation panafricaine, note la même source.

Pour rappel, la création de ce Comité dont l'Algérie est membre a été décidée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA lors du Sommet africain de Kigali (Rwanda) en juillet 2016 et ce, en vue de participer à la réflexion sur les ressources alternatives de financement de l'UA. Le secrétaire général du ministère des Finances, Miloud Boutabba, participera à ces deux réunions en vue de représenter le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia.

H. L.

Algérie-UE

Acquisition d'un data center pour les statistiques de pêche

La direction générale de la Pêche et de l'aquaculture du ministère de l'Agriculture a organisé, dimanche à Alger, une cérémonie de réception d'équipements informatiques dans le cadre de la mise en place d'un système d'information automatisé sur la pêche.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'appui à la diversification de l'économie - secteur de la pêche - (Diveco 2), financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 15 millions d'euros.

Composés d'un data center et de 42 micro-ordinateurs d'un coût de 361 748 euros, ces équipements serviront à héberger le nouveau système de collecte des statistiques en temps réel sur les quantités de poissons pêchés, fourni par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a-t-on expliqué. Il sera également mis en place un système de collaboration et de partage de l'information géographique entre les directions de pêche et des ressources halieutiques des wilayas.

Lancé en octobre 2015, le programme Diveco 2 vise à renforcer les capacités d'encadrement et à valoriser les filières de la pêche et de l'aquaculture.

M. T.

Aéroport international Houari-Boumediene

Départ du premier groupe des hadjis vers les Lieux Saints

Le premier groupe de hadjis s'est envolé dimanche de l'Aéroport international Houari-Boumediene d'Alger à destination des Lieux Saints pour accomplir les rites du Hadj de l'année 2017.

Etaient présents pour saluer le groupe de hadjis composé de 267 pèlerins (hommes et femmes) le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui et le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Pr. Mokhtar Hasbellaoui ainsi que le consul général de l'ambassade du Royaume de l'Arabie Saoudite en Algérie et les représentants de plusieurs secteurs concernés par l'opération du Hadj.

A cette occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa a appelé «les hadjis à bien représenter l'Algérie durant leur séjour aux Lieux Saints», saluant «les efforts consentis par

les autorités algériennes pour aplanir les difficultés auxquels font face les pèlerins».

M. Aïssa a mis l'accent sur les efforts consentis par l'Etat en vue d'«améliorer les conditions d'accomplissement du pèlerinage, en garantissant un hébergement proche des deux Lieux Saints, un transport de qualité et les moyens sanitaires nécessaires». Un «portail électronique a été mis en place en coordination avec l'Arabie Saoudite pour permettre au hadji, depuis Alger, de s'informer de l'opération de réservation des chambres, du numéro de l'étage et de la chambre». Le ministre a rappelé la dernière décision du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, concernant l'octroi de 1 500 carnets de Hadj au profit des personnes ayant participé plusieurs fois aux opérations de tirage au sort sans succès, appelant les hadjis à «représenter dignement l'Algérie à travers les bonnes moeurs, conformément aux préceptes de l'Islam». Par ailleurs, le chef de la deuxième brigade de la police des fron-

tières aériennes, le contrôleur de la police, Hessain Lahcen, a évoqué les mesures de facilitation policières prises par la Dgsn en application des recommandations du directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, au profit des pèlerins.

Le contrôleur de police a indiqué que des facilitations ont été mises en place au profit des pèlerins commençant par l'accueil et l'orientation, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur de l'aéroport afin de les sécuriser jusqu'à l'embarquement, rappelant que 52 vols vers les Lieux Saints avaient été réservés dont 26 seront assurés par Air Algérie.

De son côté, le chef d'inspection divisionnaire des Douanes à l'aéroport, Bentayab Mustapha, a également mis en avant les mesures prises par son secteur pour faciliter le voyage à ces hadjis, indiquant que l'opération de contrôle ne durera que quelques minutes au niveau des points de contrôle et déclaration de devises.

H. M.

Londres

Le Brent ouvre la semaine à plus de 51 dollars

Les cours du pétrole se repliaient lundi en cours d'échanges européens en l'attente d'éventuelles informations pouvant émaner de la réunion des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) réunis à Abou Dhabi.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,65 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 77 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre céda à 48,91 dollars.

«Les investisseurs préfèrent attendre de voir ce qui va se passer à la réunion de l'Opep. Les grands producteurs vont vouloir imposer le respect des objectifs», a commenté un analyste.

L'Opep et d'autres grands producteurs se sont alliés fin

2016 pour limiter leur production et permettre au marché de retrouver l'équilibre. Mais dans les derniers mois, la production de certains pays a remonté au-delà des objectifs fixés fin 2016 et qui engagent les producteurs jusqu'à la fin du premier trimestre.

La Russie et l'Arabie Saoudite, deux des trois plus grands producteurs mondiaux et qui réalisent à eux deux la majorité de la baisse de production, seront présents à la réunion d'Abou Dhabi, qui doit

se tenir sur deux jours.

Par ailleurs, les analystes gardaient également un oeil sur le décompte des puits actifs aux Etats-Unis.

«Sur les quatre dernières semaines, le nombre de puits actifs a augmenté de seulement deux puits, contre une augmentation de 22 puits les quatre semaines précédentes. Le rebond récent des prix pourrait cependant faire repartir la production», ont commenté des analystes.

R. I.

La famine dans le monde

Conscience et volonté humaines mises à rude épreuve

L'Algérie, à l'instar des autres nations célèbre, le 16 Octobre 2017, à travers tout le territoire national, la Journée mondiale de l'alimentation, sous le thème retenu par la FAO, «Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural». L'objectif essentiel de cet événement planétaire est de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la faim et de la malnutrition et de mobiliser tous les secteurs d'activités et la société civile pour lutter contre ces fléaux redoutables pour l'humanité toute entière.

1^{ère} partie

l'alimentation et la lutte contre la faim et la malnutrition ont fait l'objet de nombreux pactes et déclarations dans lesquels, le droit à la nourriture constitue le «Maître mot». Dans ces concerts, les Nations unies estiment que l'accès à la nourriture est un droit humain universel inaliénable qui met en jeu la responsabilité collective. La reconnaissance de ce droit a été jalonnée d'étapes décisives, à travers l'organisation de nombreux événements se traduisant par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) qui affirme : «Le droit de toute personne...a une nourriture suffisante et précise le droit fondamental de toute personne d'être à l'abri de la faim» ; la Conférence mondiale sur l'alimentation (1974) tenue à Rome qui a affirmé que «chaque homme, femme et enfant a le droit inaliénable d'être libéré de la faim et de la malnutrition afin de se développer pleinement et de conserver ses facultés physiques et mentales»; le Pacte mondial de sécurité alimentaire (1984) qui souligne que «la sécurité alimentaire relève de la responsabilité commune de l'humanité et nécessite un engagement moral et une coopération internationale» ; la Conférence internationale sur la nutrition (1992) organisée par la FAO et l'OMS a «étudié en détail les problèmes de la faim, de la malnutrition et des maladies liées à l'alimentation»; le Sommet mondial de l'alimentation (1996) organisé par la FAO à Rome destiné à «obtenir un engagement politique afin d'établir d'un commun accord, un cadre d'action pour la sécurité alimentaire et des objectifs concernant la lutte contre la faim» ; le Sommet mondial de l'alimentation: 5 ans après tenu à Rome en juin 2002 a passé en revue les progrès accomplis depuis le SMA de 1996, et a présenté les mesures que les dirigeants envisageront pour atteindre les buts fixés et à mobiliser la détermination politique et les ressources pour accélérer les progrès.

De nombreux concerts se sont périodiquement organisés, mais ces grandes messes ont-elles tenu leurs promesses ?

Défis à relever et espoir à concrétiser

Aujourd'hui, le défi à relever et l'espoir à concrétiser en matière d'alimentation et de lutte contre la faim et la malnutrition ne sont pas des tâches aisées. Faire en sorte que le nouveau Millénaire soit libéré de la faim suppose que des mesures draconiennes soient prises d'urgence sur de nombreux fronts, non seulement pour nourrir ceux qui ont faim, mais aussi pour éliminer les causes sous-jacentes de la faim dans le monde d'une manière rapide, durable et permanente. Le grand enjeu auquel sera confronté le monde de demain sera de savoir comment produire plus de nourriture en vue de permettre à la population mondiale toute entière de manger à sa faim et notamment celle la plus pauvre de la planète.

a suivre

Par Mohamed Khiati

Le thème que propose la FAO pour la célébration de JMA-2017, n'est pas fortuit dans la mesure où le monde est en mouvement. La recrudescence des conflits et l'instabilité politique ont généré un nombre sans précédent de personnes déracinées depuis la Seconde Guerre mondiale, souligne la FAO dans une publication très récente en prévision de la JMA-2017, qui cependant souligne que «la faim, la pauvreté et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques liés au réchauffement de la planète sont d'autres facteurs importants à prendre en compte. Les déplacements massifs de population constituent aujourd'hui des défis complexes qui exigent une action à l'échelle mondiale. De nombreux migrants arrivent dans les pays en développement, et sont à l'origine de tensions là où les ressources sont déjà limitées. Mais la majorité (763 millions environ), se déplacent à l'intérieur de leur propre pays plutôt qu'à travers les frontières».

A ce sujet, l'Organisation onusienne spécialisée affirme que les trois-quarts des populations vivant dans une pauvreté extrême dépendent pour vivre de l'agriculture ou d'autres activités rurales. Créer les conditions pour permettre aux ruraux, notamment aux jeunes, de rester sur place - lorsqu'il est possible - et de disposer de moyens d'existence plus résilients, est un aspect crucial de tout un plan visant à relever les enjeux de la migration. Le développement rural peut ainsi permettre aux personnes de rester sur place en créant des opportunités commerciales et des emplois pour les jeunes qui ne soient pas seulement basés sur l'agriculture, comme,

par exemple, la petite production laitière ou avicole, les entreprises de transformation des aliments ou d'horticulture. Il peut également entraîner une meilleure sécurité alimentaire, des moyens de subsistance plus résilients, un meilleur accès à la protection sociale, une diminution des conflits liés aux ressources naturelles, et des solutions pour faire face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

La migration fait partie du processus de développement, à mesure que les économies sont soumises à des transformations structurelles, les citoyens partent en quête de meilleures opportunités d'emploi, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. La difficulté tient à traiter les causes structurelles des mouvements massifs de population pour régulariser et ordonner les flux migratoires en toute sécurité. Cela permet à la migration de contribuer à la croissance économique et d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ruraux, faisant ainsi avancer les pays vers la réalisation des Objectifs de développement durable.

L'Algérie, membre de la communauté internationale devra y prendre garde et conscience en s'occupant et se préoccupant sérieusement de la problématique de la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté, à travers la mise en œuvre de programmes de développement économique et social, fondés sur une vision et une action opérationnelles et soutenues. Rappelons ici, que l'Algérie a reçu la distinction de la FAO, lors d'un événement spécial tenu en marge de la 38^{ème} conférence de la FAO qui s'est déroulée, à Rome, du 15 au 22 juin 2013, pour avoir satisfait à

l'objectif du Millénaire qui réside en la réduction de l'extrême pauvreté et la faim.

L'Algérie a déjà fait sienne cette thématique en ce sens qu'elle a exprimé, à plusieurs reprises, dans le concert des nations, l'importance cruciale que représente le développement du secteur agricole et rural dans la promotion économique et social des pays.

Lutte contre la faim et la malnutrition

D'emblée, disons et redisons-le, sans précaution oratoire aucune, qu'au moment où en certains points de notre planète vivent des gens dans la pleine prospérité et le confort, plusieurs autres continuent à survivre dans la misère la plus attristante, privés du strict minimum vital. De nombreux citoyens à travers le monde, démunis des plus simples moyens de subsistance, vivent dans les ténèbres de l'obscurantisme. Ces victimes de la faim n'ont-ils pas le droit de voir jaillir leur lumière ? Sont-ils alors nés pour mourir, pour ne pas se nourrir ? Telle est l'éloquente image qui réduit certaines franges de la gent humaine au seuil critique de leur existence, marquée souvent par le sens morose et l'espoir gâché.

La faim et la malnutrition sont des fléaux dont souffre encore aujourd'hui une grande partie de l'humanité - la FAO l'estime aujourd'hui à 925 millions de personnes. Cela se passe à une époque où l'homme se lance à la conquête de l'espace, où il enrichit chaque jour ses connaissances et accroît son pouvoir sur la nature grâce à un progrès scientifique fulgurant. N'est-il pas scandaleux que tant d'êtres

humains continuent à vivre dans des conditions intolérables. On dirait alors qu'aveuglé par sa soif de découvertes de mondes nouveaux, l'homme a oublié la véritable finalité de toute recherche et de tout effort scientifique : l'amélioration de la condition humaine et le bien être de tous.

C'est dans l'espoir de répondre aux préoccupations croissantes que suscite la situation désespérée de ces millions d'indigents dans le monde que la FAO focalise sa campagne mondiale le 16 octobre de chaque année contre la faim et la malnutrition, et ce n'est pas par hasard que cette date a été choisie pour célébrer la JMA dans le monde entier, c'est également le jour anniversaire de la fondation de la FAO en 1945. Le 16 octobre 2013, coïncide avec le 69^{ème} anniversaire de la fondation de la FAO, au Québec (Canada), la ville qui a vu naître l'organisation en 1945, là où, jusqu'à l'heure actuelle, la plaque opposée aux murs centenaires du célèbre château Frontenac au centre de la ville commémore cet événement. Sur l'écrêteau peut-on lire : «*Ici, le 16 octobre 1945, dans le cadre des Nations unies, les délégués de 44 nations fondèrent l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture. C'était la première fois que des nations se groupaient pour tenter d'améliorer la production et de mieux répartir la distribution des produits agricoles, afin d'élever le niveau de l'alimentation*». A l'époque après la guerre, après la peur, le désastre et la famine, il fallait nourrir le monde. Chose faite, mais peu atteinte.

De grandes messes et des promesses

Dans les concerts des nations,

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Les membres se félicitent des réussites économiques enregistrées

Les ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) ont salué les réussites économiques et sécuritaires de la Chine et de l'Asean l'année dernière, toutefois, dans une vague d'efforts positifs, le Vietnam s'est distingué, selon un communiqué conjoint.



Les ministres de l'Asean ont fait l'éloge du «rôle croissant» de la Chine dans la région, affirmant que la zone continue de récolter les fruits de la forte croissance économique de la Chine.

Sur la question de la mer de Chine méridionale, les ministres ont déclaré que les progrès réalisés pour établir un Code de conduite prouvent que les deux parties peuvent contrôler les

Chine

désaccords et gérer les différends.

«Malgré les attentes partagées et les efforts conjoints de la Chine et de la plupart des membres de l'Asean pour apaiser les tensions concernant la mer de Chine méridionale, le Vietnam a tenté d'imposer ses propres objectifs dans un projet de communiqué», a confié une source proche de la réunion.

Le Vietnam, qui a commencé à récupérer des terres illégale-

ment sur des îles chinoises et des récifs en mer de Chine méridionale depuis les années 1980 et 1990, «a exprimé de sérieuses inquiétudes concernant les développements récents dans la région et a voulu introduire l'idée de «construction prolongée» dans le projet de communiqué».

Après des années d'occupation progressive des îles et des récifs chinois, les chiffres montrent que depuis 2007, le Vietnam

a accéléré sa récupération de terres à grande échelle sur 21 des îles et des récifs illégalement occupés, et a même construit un certain nombre d'installations militaires en mer de Chine méridionale. La situation en mer de Chine méridionale s'est largement stabilisée après une année d'efforts conjoints, la Chine et l'Asean entretenant une bonne relation. La tentative non constructive du Vietnam d'envenimer la situation,

qui s'était déjà améliorée en mer de Chine méridionale, et de semer la discorde entre la Chine et les membres de l'Asean, n'est pas la bienvenue dans la région.

Les ministres de la Chine et de l'Asean ont adopté dimanche le Code de conduite en mer de Chine méridionale. Une initiative saluée, considérée comme une étape importante vers un code de conduite régional visant à réduire les tensions.

Farid D.

Russie

Des exportations records de céréales visées

La Russie compte atteindre un nouveau record d'exportation de céréales lors de la campagne en cours, et ce en dépit d'une baisse attendue de la moisson en raison d'un temps trop humide, a indiqué lundi le ministre de l'Agriculture.

«Nous pouvons arriver à un niveau d'exportations de l'ordre de 38 millions de tonnes, ce qui constitue une progression significative», a déclaré Alexandre Tkatchev à la chaîne Rossiïa 24, précisant que cela dépendrait de l'évolution du dollar et nécessiterait d'ouvrir de nouveaux marchés.

Il a confirmé la prévision de récolte entre 103 à 105 millions de tonnes contre un record à 120 millions de tonnes l'an dernier.

Sur la campagne précédente (juillet 2016-juin 2017), les exportations ont atteint 35 millions de tonnes, un niveau jamais vu, dont 27 millions de tonnes de blé.

Selon les estimations du gouvernement américain, référence du marché, la Russie s'est placée ainsi juste en dessous des États-Unis pour les ventes de blé, après lui avoir ravi l'année précédente la première place.

Elle a bénéficié de plusieurs années de moisson très abondante et notamment un record pour la période post-soviétique l'an dernier. Le ministre a constaté que la récolte avait pris deux semaines de retard et était en l'état «nettement inférieure» à l'an dernier. «Nous espérons fortement que l'automne sera assez sec, et pas aussi pluvieux qu'au printemps et en été, et que nous pourrions récolter les céréales», a-t-il expliqué.

Selon son ministère, au 4 août, 11,1 millions d'hectares avaient été moissonnés contre 15,1 millions à la même date un an plus tôt, ce qui correspond à 46,8 millions de tonnes de céréales contre 55,4 millions.

M. A.

Nouvelle hausse des réserves de changes

Les réserves de devises de la Chine ont de nouveau augmenté en juillet pour le sixième mois consécutif, pour atteindre 3.081 milliards de dollars, a indiqué lundi la banque centrale chinoise (Pboc).

Ainsi, les colossales réserves de change de la Chine, les plus importantes du monde, ont augmenté de 23,9 milliards de dollars le mois dernier pour se hisser fin juillet à 3.081 milliards de dollars.

«Les craintes d'une dépréciation continue du yuan se sont très sensiblement apaisées, tout comme a reculé la pression résultant des fuites de capitaux à

l'étranger», a indiqué un analyste.

De fait, la deuxième économie mondiale a vu sa croissance économique se stabiliser au deuxième trimestre et de récents indicateurs témoignent d'un sursaut de l'activité : cette embellie de la conjoncture alimente un prudent regain de confiance sur les perspectives du géant asiatique.

De ce fait, la confiance dans le renminbi (autre nom du yuan) a suivi, et les fortunes et entreprises chinoises n'éprouvent plus comme l'an dernier l'irrépressible envie de placer leurs fonds à l'étranger pour se prémunir de violentes fluctuations de changes.

Et le renminbi s'en trouvant stabilisé, la banque centrale n'a pas à puiser des sommes massives dans son bas de laine de devises pour racheter des yuans afin d'enrayer la chute de la monnaie chinoise, ce qu'elle avait abondamment fait en 2015 et 2016.

Autre facteur positif, l'affaiblissement du dollar, qui gonfle d'autant la valeur des actifs en euros et en yens détenus dans les réserves chinoises.

«Même si on tient compte des effets de changes, le chiffre publié lundi suggère que la Pboc s'est largement abstenue d'intervenir sur le marché des changes en juillet,

après des ventes de devises avoisinant 6 milliards de dollars en juin», a confirmé un autre analyste. Après une dégringolade spectaculaire à l'automne 2016, les réserves de devises chinoises étaient tombées en janvier sous le seuil jugé crucial de 3 000 milliards de dollars pour la première fois en six ans, ravivant l'inquiétude sur la politique financière de Pékin. Les réserves de devises chinoises avaient commencé à rebondir en février, un sursaut qui s'est confirmé et accéléré les mois suivants et ce, à mesure que s'amoindrisaient les fuites de capitaux.

R. E.

Devises

L'euro grimpe légèrement face au dollar

L'euro se reprenait légèrement hier face à un dollar toujours revigoré par le rapport encourageant sur le marché du travail américain publié vendredi.

En milieu de journée, l'euro valait 1,1799 dollar contre 1,1770 dollar vendredi soir.

La monnaie européenne gagnait également du terrain face à la devise nipponne, à 130,70 yens pour un euro contre 130,27 yens vendredi soir. Le billet vert aussi montait face à la devise japonaise, à 110,80 yens pour un dollar contre 110,68 yens vendredi.

Le rapport sur l'emploi américain de vendredi a «apporté au dollar un soutien dont il avait bien besoin», a commenté un analyste.

En effet, après être tombée mercredi dernier à son niveau le plus faible depuis début janvier 2015 (à 1,1910 dollar pour un euro), la devise américaine s'était renforcée vendredi après la diffusion de chiffres encourageants sur le mar-

ché du travail aux États-Unis faisant état de créations d'emplois en juillet meilleures qu'attendu, et d'un retour du taux de chômage à son plus bas niveau en 16 ans.

Dans leur ensemble, les chiffres sur l'emploi n'ont pas modifié pour les analystes les perspectives de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui devrait selon eux procéder en décembre à la troisième hausse de ses taux d'intérêt cette année.

«La santé du marché du travail a été le principal élément alimentant la vision optimiste de la Fed» et les dernières données soutiennent son projet de hausse des taux en décembre mais elles ne l'ont pas vraiment renforcé, a observé un autre analyste.

«Cela implique que les investisseurs restent sceptiques vis-à-vis des intentions de la Fed» en ce qui concerne ses taux et il va falloir des «indicateurs robustes» d'ici à la fin de l'année

pour les convaincre, a poursuivi l'analyste.

D'autres parts, le dollar a aussi profité vendredi de commentaires de Gary

Cohn, le conseiller économique en chef de la Maison-Blanche, qui a répété sa volonté de voir adopter rapidement une réforme fiscale promise par Donald Trump pendant sa campagne électorale l'année dernière.

«Le marché des changes a particulièrement retenu ses propos sur le fait que le projet de réforme contiendrait des avantages pour les entreprises qui rapatrieraient des fonds», a-t-il relevé.

Mais le dollar restait tout de même sous pression, car «des doutes subsistent sur le niveau auquel les taux d'intérêt peuvent grimper quand la faible croissance des salaires maintient l'inflation à un niveau bas», a noté un autre analyste.

Y. M.

Feux de forêts à Constantine

Trente agents supplémentaires pour renforcer le dispositif de prévention

Trente agents forestiers supplémentaires ont été mobilisés pour renforcer le dispositif de prévention des feux de forêts dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des responsables de la Conservation des forêts.



La priorité dans la désignation de ces agents a été donnée aux riverains des massifs forestiers pour «assurer une meilleure coordination» dans les interventions liées à la lutte contre les incendies de forêts, a précisé le chef de service de la Protection civile de la faune et de la flore au sein de cette

structure, Kheireddine Saïghi.

Ces éléments s'ajoutent aux 87 agents permanents de la Conservation des forêts, appelés à garantir l'efficacité de la campagne de prévention des feux, lancée le 1^{er} juin dernier, ainsi qu'assurer une surveillance accrue et une lutte contre la coupe illicite de bois qui s'intensifie

en été, a ajouté le responsable.

M. Saïghi a également détaillé que le dispositif de prévention des feux mise également sur la contribution des habitants des localités montagneuses boisées, notamment d'Ibn Ziad et de Messaoud Boudjerriou, appelés à donner rapidement l'alerte en cas de départ de

feu, indiquant que 100 autres agents de comités de riverains destinés à conforter le rôle des citoyens dans la lutte contre les feux de forêts et leur prévention «sont opérationnels» à travers les 12 communes que compte la wilaya.

Affirmant que la stratégie de lutte contre les feux de forêts était fondée sur la sensibilisation, les actions de prévention et l'alerte rapide, le même responsable a souligné que la contribution des populations demeure «primordiale» pour atteindre les objectifs tracés.

La wilaya de Constantine compte un patrimoine forestier couvrant plus de 18 900 hectares, représentant 8,49% de la superficie totale, rappelle-t-on. Le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts dans la wilaya de Constantine, comprend sept postes de vigie et cinq brigades mobiles équipées de camions-citernes capables de s'approcher jusqu'à 100 m de l'incendie, de sept véhicules de liaison, de cinq véhicules d'intervention rapide, et d'un camion ravitailleur de 6 000 litres, rappelle-t-on encore. **R. K.**

Tissemsilt

Des arbres ravagés par les feux à la forêt El Aâliga

Un feu, qui s'est déclaré dans la nuit de samedi à dimanche dans la forêt El Aâliga dans la localité El Kouassem commune de Lazharia (Tissemsilt) a ravagé 9 ha d'arbres, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Cet incendie ayant détruit des arbres de pin d'Alep a été circonscrit dimanche dans l'après-midi, a-t-on indiqué, signalant que 15 éléments et cadres de l'unité secondaire de la Protection civile de la daïra de Lazharia y ont été mobilisés appuyés par plus de 18 agents de la Conservation des forêts et dotés de deux camions-citernes et deux véhicules 4x4 pour intervenir dans les terrains accidentés.

L'intervention rapide a permis d'empêcher la propagation de l'incendie dans cette vaste et dense forêt, située à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la commune de Lazharia dans une zone montagne à reliefs abrupts, a-t-on ajouté.

A noter que la Conservation des forêts de la wilaya a mobilisé, dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêts 2017, d'importants moyens humains et matériels dont notamment 14 brigades mobiles et 118 cadres et agents auxquels s'ajoutent 50 saisonniers, en plus de 719 éléments mobilisés par la Protection civile.

L. M.

Chlef

Campagne anti-incendies

Près de 62 ha de végétations (forêts et maquis) ont été ravagés par les feux à Chlef, depuis le lancement du dispositif anti-incendies, le 1^{er} juin dernier, a-t-on appris dimanche, auprès des services de la Conservation des forêts de la wilaya.

Selon le chargé du service de protection des végétaux et animaux, Mohamed

Larrous, pas moins de 33 incendies se sont déclarés entre le 1^{er} juin et le 5 août courant, causant la perte d'un couvert végétal estimé à 62 ha.

Affirmant la mobilisation de tous les moyens humains et matériels susceptibles de faire face à ce type de sinistres, causés par l'homme et la nature, il a qualifié ce bilan de positif comparativement à celui de l'année dernière, et des pertes accusées par un nombre de wilayas voisines.

Le même responsable a signalé l'extinction, durant la nuit dernière, d'un incendie à la forêt Sidi Messabih de la commune de Talaâssa, au moment où un 2^{ème} incendie a été éteint durant la soirée de vendredi, au niveau de la forêt Bissa, où près de 198 ha de chêne-liège ont été sauvés des flammes.

En outre, M. Larrous a signalé le recrutement au titre de la campagne anti-incendies 2017 de 75 agents saisonniers contractuels, en plus de 114 autres au titre du Daip, dans différentes communes, afin d'épauler les agents de la Conservation des forêts dans leur mission de protection du couvert végétal de la wilaya.

Une commission de contrôle et d'inspection à, par ailleurs, été installée au niveau de la conservation des forêts de Chlef, en vue du suivi de la mise en œuvre des consignes de prévention et de sécurité, parallèlement au redéploiement des agents et de l'intensification des tournées d'inspection.

Riche d'une surface forestière de plus de 99 000 ha, la wilaya de Chlef a accusé une perte globale de 141 ha de végétations à cause des incendies, en 2016.

Une surface de 300 ha de la région a bénéficié, en 2017, d'opérations de boisement, au titre du plan national 2017. **H. L.**

Bordj Bou Arréridj

17 incendies enregistrés entre juin et juillet

Dix-sept incendies ont été enregistrés durant la période comprise entre le 1^{er} juin et la fin juillet 2017 à travers la wilaya de Bordj Bou Arréridj, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la Protection civile.

«Le feu a ravagé plus de 33 ha, dont 6,6 ha de forêts, 8,18 ha de maquis et 18 ha de broussailles, en sus de 2 560 bottes de foin et 154 arbres fruitiers», a affirmé le responsable de la communication de cette direction, Rabah Dejmane, dans une déclaration à l'APS.

Il a indiqué que dans le cadre de la lutte contre les incendies durant la sai-

son estivale en cours, une section mobile a été mise sur pied au niveau de l'unité principale de la Protection civile pour combattre les feux de forêts, ajoutant que ce dispositif restera en place jusqu'à la fin du mois d'octobre prochain et englobe 54 agents de la wilaya de Bordj Bou Arréridj et Biskra.

Ces wilayas sont équipées de moyens individuels spécifiques aux agents de la Protection civile, en plus de six camions pour éteindre des feux légers, un 4x4, trois camions-citernes, un camion de transport de matériel et une ambulance, a détaillé la même source. De son côté, la Conservation

des forêts de la wilaya a consacré 11 brigades mobiles équipées en moyens de communication, selon ses responsables, qui ont indiqué que «70% des informations ayant trait à un début d'incendie proviennent des 12 tours de contrôle réparties à travers le territoire de la wilaya». Il est à noter que la ligne rouge de la Radio nationale instaurée par le ministère de la Communication visant à alerter au sujet du déclenchement d'un incendie n'a enregistré, à ce jour, aucun appel téléphonique à Bordj Bou Arréridj, ont assuré les responsables de l'opération. **T. O.**

Radio de Blida

Fil rouge spécial incendies

La radio de Blida a introduit, depuis samedi, de nombreux spots publicitaires pour faire connaître le fil rouge spécial incendies mis en place par le ministère de la Communication dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts, a déclaré dimanche le responsable de la production à cette radio, Elyas Belabbas.

Pour assurer une large diffusion du numéro mis en place par le ministère de la Communication, au niveau des 48 radios locales du pays, la radio de Blida a multiplié, depuis samedi, les bandes

annonces visant à le faire connaître auprès de ses auditeurs - le 025.40.11.11 ou le 025.22.52.52 - et permettre de signaler tout départ d'incendies ou un quelconque besoin d'aide exprimé par les citoyens, a indiqué à l'APS, M. Belabbas.

Le rythme des appels à ces deux numéros est faible jusqu'à présent, eu égard, a-t-il dit, de l'ignorance de ces numéros, par les citoyens qui peuvent les utiliser pour déclarer des cas d'incendies, signaler un besoin d'aide, ou demander des éclaircissements sur le moyen d'indem-

nisation des sinistrés par le feu. Parallèlement, la radio de Blida a programmé, à ce titre, de nombreuses émissions quotidiennes (d'une moyenne de deux heures) à diffuser jusqu'à la fin de la campagne anti-incendies, avec la participation de représentants de la Protection civile de la wilaya, de la Conservation des forêts et d'associations actives dans le domaine environnemental, qui traiteront des causes des incendies et des dégâts occasionnés, tout en sensibilisant les citoyens sur l'impératif d'éviter certains réflexes

à l'origine de ces sinistres.

Pour rappel, le ministère de la Communication a installé samedi un fil rouge spécial incendies de forêts au niveau de l'ensemble des radios locales dans les 48 wilayas du pays.

Ce fil rouge est une sorte de passerelle et plate-forme de communication d'urgence, mettant des lignes téléphoniques et tout autre média à la disposition des citoyens afin de permettre aux radios locales de relayer toutes sortes d'informations au sujet des incendies 24h/24 et 7j/7. **R. B.**

M'sila

De vieilles constructions à haute performance "thermique"

Les conditions climatiques sévères de l'été dans la wilaya de M'sila avec des températures pouvant excéder les 50 degrés Celsius ont amené les habitants du Hodna au fur des âges à utiliser des matériaux de constructions et des techniques permettant une isolation thermique dont l'efficacité est encore éprouvée.

Selon des documents historiques le mode de construction, il y a plus d'un siècle du vieux Boussaâda dont le quartier Lomamine ainsi que des quartiers El Argoub et El Kouch de la ville de M'sila garantit une température intérieure dans les maisons inférieure de 9 degrés par rapport à l'extérieur.

Pour Mokhtar, cadre de la subdivision de la construction et de l'urbanisme de la wilaya, lorsque la température extérieure à l'ombre est de 44 degrés, elle descend à l'intérieur de ces maisons à 34 degrés.

Une situation qui permet aux propriétaires de ces maisons dans les cités El Kouch et El Argoub de se passer de climatiseurs, assurent nombre d'habitants. Dans le vieux Boussaâda, les occupants de ces maisons, ou du moins ce qui en reste, ne font point usage de climatiseurs et n'en ressentent guère le besoin de le faire.

Mme Amira B. qui a grandi dans l'antique Boussaâda et vient encore y passer l'été assure n'avoir aucunement besoin d'un appareil de climatisation pour rafraîchir l'intérieur de sa maison parentale dont, soutient-elle, le confort thermique demeure impeccable au point que même durant l'hiver elle n'a pas besoin d'installer un appareil de chauffage.

Ceci pourrait paraître étrange pour ceux n'ayant connu que les constructions nouvelles à base de matériaux industriels mais



demeure entièrement vrai car, notent des architectes, les anciens bâtisseurs ont su faire appel à des techniques et matériaux naturels ou peu transformés permettant d'obtenir de telles performances thermiques.

Les alentours des maisons aménagés avec des pierres ou en terre contribuent également à absorber et atténuer la chaleur suffocante de l'été, relève-t-on.

Des matériaux locaux disponibles et à moindre coût

A M'sila, comme à Boussaâda ou encore à Magra et à Ain El Melh, les anciennes maisons, adaptées au milieu steppique et aride du Hodna et à ses conditions climatiques, sont bâties en pisé et les murs recouverts d'un crépi fin enduit à la chaux de l'intérieur.

Les toits sont conçus avec des traverses de troncs de genévriers et palmes de palmiers-dattiers. Les fenêtres réduites à des carrés d'à peine 50 cm le côté assurant l'aération et l'éclairage sans permettre de grande déperdition thermique.

Des artisans qualifiés en maçonnerie traditionnelle, appelés Maâlams, assuraient l'édification de ces maisons notamment du toit dont les troncs et les palmes étaient placés avec minutie et recouvert d'une couche de terre argileuse étanche aux infiltrations d'eau, soulignent de vieux habitants de l'antique Boussaâda.

Fermés durant la journée, les petites ouvertures sont ouvertes la nuit filtrant un courant d'air rafraîchissant qui contribue au confort thermique intérieur des maisons en Toub et en pierre.

Reda A.

Bordj Bou Arreridj Ouverture prochainement de près de 70 nouvelles pharmacies privées

■ Près de 70 nouvelles pharmacies privées seront prochainement ouvertes à travers les différentes communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, dimanche à l'APS, le directeur local de la santé et de la population, Salim Zekrar. Affirmant que l'opération d'octroi d'agréments pour l'ouverture de ces nouvelles officines a eu lieu en présence de tous les acteurs concernés, dont les partenaires sociaux, le conseil de déontologie et le syndicat des pharmaciens, ce même responsable a précisé que le classement des demandes a été établi en fonction de la date d'émission du dossier, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce contexte, M. Zekrar a fait savoir que les demandes ont été prises en considération par rapport à l'ancienneté du dépôt de dossier et non en fonction de l'ancienneté du diplôme et ce, en faisant participer tous les acteurs concernés pour plus de transparence afin de dissiper tous les doutes s'agissant du choix des lieux d'implantation des nouvelles officines.

Le directeur de la santé de Bordj Bou Arreridj a, par ailleurs, rappelé que les autorisations d'exploitation de nouvelles pharmacies étaient gelées depuis 2004, et ce, eu égard à la saturation enregistrée en la matière, ajoutant que durant cette période, 600 dossiers ont été réceptionnés. Il a également affirmé que le choix de l'implantation de ces nouvelles pharmacies obéit à des conditions et des lois en vigueur, qui accordent la priorité aux demandeurs dont le dépôt de dossier est le plus ancien. Cette même source a indiqué, en outre, qu'en cas de dépassement ou de favoritisme dans la répartition des officines à travers les endroits sélectionnés, les détenteurs de dossiers sont conviés à le signaler, le cas échéant, en déposant un recours.

R. N.

Commune des Eucalyptus (Alger) Une cabine d'alimentation mobile face aux coupures d'électricité

■ La Direction d'El Harrach de la Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) mettra en service une seconde cabine mobile d'alimentation électrique à Cherarba (commune des Eucalyptus) pour faire face aux fréquentes coupures d'électricité que connaît cette zone, a indiqué SDA dans un communiqué.

Le nombre «considérable» de coupures électriques, enregistré en juillet dernier au niveau de Cherarba, s'explique par les surcharges de consommation sur la cabine mobile actuelle alimentant cette région d'Alger, et qui n'arrive plus à satisfaire les clients, explique la même source.

A ce propos, elle précise avoir projeté de créer un poste 60/30KVA au niveau de la commune des Eucalyptus pour pouvoir répondre à la demande, mais ce projet est en arrêt depuis 2014 en raison de l'opposition manifestée par les exploitants agricoles de cette commune à l'installation d'un tel ouvrage sur le terrain. Pour faire face à ce problème, une deuxième cabine mobile d'une puissance de 20MVA sera mise en service au cours de cette semaine, fait savoir la SDA. Par ailleurs, cette société travaille en collaboration avec la wilaya d'Alger pour la reprise du projet de création d'un nouveau poste électrique afin de régler définitivement le problème des coupures électriques dans cette commune.

R. N.

Blida

Campagne de sensibilisation au profit des motocyclistes

Près d'une centaine de contraventions ont été enregistrées par le service d'ordre public de la sûreté nationale à Blida depuis le lancement de la campagne de sensibilisation au profit des motocyclistes de la wilaya fin juin dernier, a-t-on appris dimanche auprès de la sûreté de wilaya.

Quelque 142 motocyclistes ont été contrôlés entre fin juin et début du mois courant par les services d'ordre public qui ont établi 96 contraventions pour diverses rai-

sons, dont l'absence de documents et le non port du casque, a indiqué la même source, signalant la mise à l'arrêt de circuler de 15 parmi les contrevenants, jusqu'à régularisation de leur situation.

Parallèlement, cette campagne, fortement saluée par les citoyens, qui y ont vu un moyen de mettre le holà aux conducteurs des motocycles, dont notamment les adolescents ne respectant pas le code la route, a donné lieu au constat de 31 infractions

routières, avec le retrait immédiat de 13 permis de conduire.

Selon les organisateurs, cette campagne a pour objectif de sensibiliser les conducteurs de motocycles, engins très prisés par les jeunes adolescents de Blida, sur l'impératif respect des consignes de sécurité à même de sauver leur vie, dont le port du casque et l'évitement des dépassements dangereux, et la vie d'autrui.

R. K.

Céréaliculture à Ain Defla

Une production de près de 1,47 million qx réalisée

Une production de 1.469.000 qx de céréales a été réalisée au niveau de la wilaya de Ain Defla au titre de la saison agricole 2016-2017, en hausse par rapport à celle réalisée la saison dernière (1.310.000 qx), a-t-on appris dimanche d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA).

Une hausse de la production de 11 % a ainsi été réalisée, soit l'équivalent de 169 000 qx, a indiqué le chargé des statistiques à la même direction, Amar Saâdi, signalant que la production réalisée englobe

1.150.000 qx de blé dur, 36 000 qx de blé tendre, 263 000 qx d'orge et 20 000 qx d'avoine.

Cette augmentation de la production est notamment justifiée par l'augmentation des superficies irriguées en dépit d'un bilan hydrique positif (une pluviométrie de 455,7 mm représentant une augmentation de 64,4 mm par rapport à la campagne précédente), a souligné M.Saâdi, faisant état d'un rendement de pointe de 63 qx/ha.

La tendance à la hausse concerne également la superficie emblavée (78 400 ha

toutes variétés de céréales confondues) qui a connu une extension de 7 890 ha par rapport à la saison dernière qu'il s'agisse du programme consommation (plus 7140 ha) ou celui inhérent à la multiplication des semences (plus 750 ha), a-t-on précisé.

Quelque 700 000 qx de la production réalisée ont déjà été engrangés au niveau de la CCLS de Khémis Miliana qui a mis en place 22 points de collecte, a-t-on encore indiqué, faisant état de 8437 céréaliculteurs activant sur le territoire de la wilaya.

T. F.

CONFLITS ►►

Afghanistan

Coopération taliban/El autour d'un massacre dans le Nord

Les taliban et le groupe Etat islamique (EI) sont accusés de coopération dans un district excentré du nord de l'Afghanistan, où plus de 50 personnes, majoritairement des civils chiites, ont été abattues, nouvelle preuve selon les autorités d'alliances ponctuelles entre les deux groupes.



Pour une source de sécurité ayant requis l'anonymat, ce n'est pas la première fois que ces deux mouvements insurgés coopèrent contre les forces gouvernementales, mais dans le climat délétère que connaît le pays, cette collusion laisse craindre encore plus de désordres et de violences pour la population.

Les taliban qui ont revendiqué dimanche la prise de contrôle du district de Sayad, verrou stratégique à une quinzaine de km de la capitale de la province septentrionale de Sare-Pul, ont démenti «fermement» toute coopération avec l'EI.

Pour Zabihullah Mujahid, leur porte-parole joint par l'AFP, «c'était une opération indépendante menée par nos moudjahidine, Ghazanfar est notre commandant à Sare-Pul», a-t-

il affirmé. «Les habitants ont mal compris». Mais les responsables locaux affirment le contraire.

«C'est une opération conjointe de Daech (acronyme arabe de l'EI) et des talibans, ils ont recruté des forces dans les autres provinces pour attaquer Mirza Olong», un village chiite du district de Sayad, a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouverneur de Sare-Pul, Zabihullah Amani.

Selon lui, «des dizaines de talibans et de combattants de Daech commandés par Sher Mohammad Ghazanfar, un commandant local qui a fait allégeance à l'EI» étaient arrivés sur place jeudi après-midi. Les combats ont duré 48 heures.

«Selon les bilans reçus du terrain jusqu'à présent, environ 50 personnes, en majorité des civils, ont

été massacrées par les taliban. Elles ont été exécutées, abattues par balles et pour certaines, décapitées».

«Jetés dans le vide»

«Certains ont été forcés à se jeter dans le vide» depuis des falaises dans cette région montagneuse, a poursuivi M. Amani. Des méthodes employées notamment en Syrie par l'EI.

Mohammad Noor Rahmani, chef du conseil provincial a avancé un bilan de «50 martyrs, dont 44 civils» - les autres appartenant à l'ALP (la police auxiliaire dans les campagnes) ou à l'armée.

«Mais c'est un bilan susceptible d'évoluer» a-t-il insisté, «la zone est inaccessible et les téléphones ne fonctionnent pas».

Les taliban qui rejettent depuis dimanche les accusations de massacre, ont revendiqué la mort de 28 ALP. Pour une source sécuritaire à Kaboul, jointe par l'AFP et qui confirme «au moins 50 morts», «les taliban ont créé le chaos qui a permis ces atrocités».

«A part dans le Nangarhar (est) et à Kunar (nord-est), partout ailleurs les talibans et l'EI collaborent ponctuellement; ils jettent des passerelles entre eux quand ça les arrange. Il n'y a pas de distinctions idéologiques strictes entre ces groupes», estime-t-il.

Il cite au moins trois précédents, survenus dans des régions troublées du Badakhshan (nord-est), de Zabul (sud) et surtout dans la province de Kunduz (nord) «où le commandant taliban Mawlani Salam avait noué des alliances avec l'EI avant qu'on ne l'abatte l'hiver dernier», précise-t-il.

Depuis leur apparition dans l'est de l'Afghanistan en 2015, les combattants de l'EI s'en prennent régulièrement à la minorité chiite et à ses mosquées, comme le 1^{er} août à Herat (ouest), dernier attentat en date qui a fait 33 morts parmi les pèlerins rassemblés en prière.

Les forces de l'EI sont surtout composées d'anciens talibans, afghans et pakistanais et de membres venus d'autres mouvements insurgés comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (IMU), qui changent de drapeau au gré des offres de recrutement, estiment les observateurs.

Confiné initialement à une poignée de districts dans l'est, où les forces américaines les traquent, au sol et avec des frappes aériennes, l'EI a gagné du terrain dans les provinces du nord, celles notamment où l'IMU était présent.

AFP

Iran
Un soldat ouvre le feu sur une base militaire, 4 morts et 8 blessés

Quatre soldats iraniens ont été tués dimanche et huit autres blessés par des tirs d'un de leur camarades sur une base militaire à Kahrizak près de Téhéran, selon un communiqué de l'armée iranienne publié sur son site officiel.

Le texte affirme que l'incident est «probablement dû à des problèmes psychologiques du soldat», qui a soudainement commencé à tirer sur ses camarades, «ou à la rotation (involontaire, Ndlr) de l'arme».

L'incident a eu lieu sur «le champ de tir» de la base aérienne Shahid Lashkari, au sud de la capitale, a-t-on ajouté de même source. «Les blessés ont été évacués vers un centre médical et une enquête a été ouverte».

De tels incidents sont très rares en Iran où le service militaire est obligatoire.

La télévision d'Etat avait rapporté le mois dernier un incident similaire lorsqu'un soldat avait ouvert le feu à Abyek (au nord-ouest de Téhéran) tuant trois de ses camarades et blessant six autres.

AFP

Pakistan

Les aveux précieux d'un apprenti kamikaze

Les récents aveux d'un adolescent pakistanais capturé quelques secondes avant d'actionner sa ceinture d'explosifs ont permis de dévoiler les rouages d'un réseau extrémiste à l'origine d'une série d'attentats ces derniers mois contre la communauté chiite au Pakistan.

Le témoignage d'Usman, que Reuters a pu lire, décrit en détail comment le jeune homme a été pris en charge par une kyrielle de structures - séminaires, centre d'entraînement, ateliers de fabrication de bombes - s'étendant sur 2.000 km de l'est de l'Afghanistan, où le futur kamikaze a été recruté, jusqu'à la province de Sindh, dans le sud du Pakistan.

La police est convaincue que ce réseau, qui a émergé récemment, au cours des deux dernières années, a aussi facilité l'extension de l'organisation Etat islamique en Asie du Sud en réunissant plusieurs djihadistes connus appartenant à des groupes extrémistes qui ciblent les minorités religieuses depuis des décennies.

Usman ne mentionne pas directement Daech dans ses aveux, mais les enquêteurs estiment que le réseau qui l'a recruté et entraîné est responsable de cinq attentats sanglants, dont quatre ont été revendiqués par l'organisation djihadiste.

«L'EI n'a pas de structure formelle (au Pakistan). Il travaille avec un système de franchises», dit un enquêteur du département antiterroriste, Raja Umer Khattab. L'EI revendique les attentats même s'il n'a joué aucun rôle direct.

Usman, 18 ans au moment de l'attaque avortée, a été condamné à la peine capitale en mars dernier et attend dans les couloirs de la mort dans une prison de Shikarpur, où il a été capturé.

Sa famille s'est totalement désintéressée de son cas, explique son avocat commis d'office. «Je ne suis pas sûr qu'un appel ait été déposé contre cette peine, parce qu'aucun membre de sa famille n'est jamais venu le rencontrer».

Après son arrestation en septembre dernier, Usman a décrit aux enquêteurs comme il avait été recruté dans la province de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan, où les forces afghanes et américaines affrontent un groupe de plusieurs centaines de combattants se revendiquant de l'Etat islamique.

Originaire de la vallée de Swat au Pakistan, la famille d'Usman a rejoint la province afghane quand son père, membre des taliban pakistanais, a été tué par un drone.

Un jour qu'il rentrait à la maison, Usman a trouvé son frère assis avec un homme plus âgé. «Mon frère a dit que je devais rejoindre le djihad, devenir un porteur de bombes», a-t-il dit.

Il est parti le jour même, voyageant avec l'homme plus âgé dans un bus pour rejoindre la province afghane de Kandahar, d'où ils ont franchi la frontière pour gagner la province pakistanaise du Baloutchistan.

De là, les deux hommes ont

rallié à moto la ville de Wadh, en plein désert dans le sud du Baloutchistan, où Usman a commencé son entraînement et résidé chez un homme du nom de Maaz.

«Dans notre chambre, Maaz a sorti des explosifs de son sac et préparé deux vestes d'explosifs», a-t-il raconté aux policiers.

Après un mois à Wadh, Usman dit avoir parcouru à moto, avec une escorte, des pistes secondaires jusqu'à Shikarpur.

Quelques jours plus tard, il a été envoyé avec sa ceinture d'explosifs au milieu d'une foule de chiites réunis pour prier.

L'attaque a échoué, car un fidèle lui a parlé en sindhi, une langue qu'Usman ne comprend pas. Une foule s'est formée autour de lui et l'a immobilisé avant qu'il ne puisse atteindre son détonateur.

Les aveux d'Usman ont permis aux policiers d'identifier plusieurs acteurs clés du réseau ainsi que son chef présumé, un ancien informateur des services de renseignement pakistanais du nom de

Shafiq Mengal.

«Nos services montrent qu'il a 500 à 1.000 militants travaillant sous ses ordres et qu'il vit dans les montagnes», explique un haut responsable policier.

Ce que réfute le père de Shafiq Mengal.

«Shafiq n'abrite pas les terroristes ou leurs activités», assure Naseer Mengal.

Cet ancien «chief minister» du Baloutchistan dans les années 1980 ajoute que son fils a activement soutenu les forces de sécurité contre les séparatistes baloutches.

Selon un document interne à la police, Shafiq Mengal, qui a été éduqué dans une école d'élite de la ville-garnison de Lahore, avant de parfaire son éducation dans une madrasa (école coranique), a bien été formé par les services de renseignement pour lutter contre les séparatistes baloutches. Mais il semble avoir récemment changé de camp, pour s'allier aux djihadistes.

Reuters



Nigeria

Au moins 11 morts dans une fusillade dans une église

Au moins onze personnes ont été tuées dimanche dans une église du sud-est du Nigeria lorsqu'un ou plusieurs hommes armés ont ouvert le feu sur les fidèles, a-t-on appris de sources concordantes, la police estimant qu'une rivalité locale pourrait être la cause de l'incident.



"P our le moment, nous avons douze personnes mortes qui reposent à la morgue et d'autres qui reçoivent des soins médicaux", a affirmé à l'AFP un responsable de l'hôpital universitaire Nnamdi Azikiwe, où les victimes ont été transférées.

mais le chef de la police de l'Etat d'Anamba, Garba Umar, a indiqué par la suite que 11 personnes avaient été tuées et 18 autres blessées.

Il n'était pas clair dans l'immédiat si l'incident, qui s'est produit dans l'église catholique St Philippe d'Ozubulu, près d'Onitsha (sud), était le fait d'un ou plusieurs hommes armés.

Garba Umar, a assuré que la fusillade n'était due qu'à un seul homme armé, et qu'il

s'agissait d'une tentative d'assassinat manquée liée à une rivalité au sein de la communauté locale.

"D'après ce que nous savons, un homme armé vêtu de noir et la tête couverte d'une casquette est entré dans l'église durant l'office de 06h00 à l'église catholique St Philippe, s'est dirigé dans une direction précise et a ouvert le feu", selon le chef de la police.

Selon les informations de la police, l'homme "avait été engagé pour tuer une personne en particulier qui devait se trouver parmi les fidèles", a affirmé M. Umar.

L'homme armé a "tiré comme un fou, tuant et blessant plusieurs fidèles", a-t-il poursuivi, sans préciser le nombre des victimes.

Emeka Umeagbalasi, un militant local des droits de l'homme, a rapporté de son

côté que des hommes armés avaient pour objectif d'assassiner le fils d'un chef communautaire local, mais qu'ils ne l'avaient pas trouvé à son domicile. Selon M. Umeagbalasi, les assaillants se sont ensuite rendus à l'église "à sa recherche mais ne l'y ont pas trouvé, ce qui les a mis en colère et ils ont alors ouvert le feu sur les fidèles de manière indiscriminée". Selon cet activiste, le chef communautaire a été blessé par balles à l'église.

Plusieurs fidèles ont reçu des blessures par balles, a ajouté le responsable hospitalier, sans en préciser le nombre, ni la gravité des blessures.

Mais des témoins ont affirmé pour leur part que le nombre des victimes pourrait atteindre la vingtaine et que les assaillants étaient au

moins cinq.

"J'étais sorti de l'église pour me détendre quand j'ai entendu des coups de feu et des cris et vu des gens entrer en courant dans l'église", a raconté un de ces témoins, Chukwuma Emeka.

Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a condamné cette attaque, la qualifiant d'"épouvantable crime contre l'humanité" et d'"indicible sacrilège".

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est divisé en deux, entre un Sud majoritairement chrétien et un Nord essentiellement musulman.

Les attaques d'églises sont rares dans le sud du pays, contrairement au nord où le groupe jihadiste nigérian Boko Haram a maintes fois ciblé des églises et des mosquées.

AFP

Après des violences

Le Soudan prévoit de diviser en trois unités un camp de réfugiés

■ Le Soudan envisage de diviser en trois unités distinctes son plus grand camp de réfugiés venus du Soudan du Sud en réponse à une vague de violences, a annoncé dimanche un responsable.

Des violences ont éclaté cette semaine dans le camp d'Al-Waral dans l'Etat du Nil Blanc qui abrite plus de 50.000 réfugiés du Soudan du Sud, selon les médias.

Des jeunes ont incendié des bâtiments administratifs et pillé des entrepôts, a rapporté le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR).

Les violences ont commencé mardi après la propagation d'une information selon laquelle un jeune réfugié était mort en garde à vue, a précisé dimanche le HCR dans un communiqué.

Au moins 78 personnes ont été arrêtées, selon le Centre des médias du Soudan (SMC), proche des services de renseignements soudanais.

Le ministre d'Etat à l'Intérieur, Babikir Digna, a indiqué au SMC que les détenus seraient jugés et que son ministère prévoyait de diviser le camp en trois unités.

Les autorités soudanaises ont identifié trois emplacements, a-t-il ajouté, précisant que cela permettrait une meilleure surveillance. Noriko Yoshida, la représentante du HCR au Soudan, a elle appelé au calme et exhorté les réfugiés à "utiliser des voies légales pour exprimer leurs inquiétudes".

Environ 416.000 Sud-soudanais sont arrivés au Soudan, fuyant la guerre qui déchire depuis plus de trois ans leur pays.

Le Soudan du Sud a obtenu l'indépendance du Nord en 2011, mais a plongé en décembre 2013 dans une guerre amorcée par des combats entre des unités rivales de l'armée, minée par des antagonismes politico-ethniques alimentés par la rivalité entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et plus de 3,7 millions de déplacés.

H. K.

Libye

137 migrants secourus au large des côtes

■ Près de 140 migrants clandestins, dont cinq femmes et trois enfants, ont été interceptés dimanche au large des côtes libyennes et ramenés à terre alors qu'ils tentaient de rallier l'Europe, a indiqué à l'AFP un responsable de la lutte anti-immigration. "137 migrants clandestins ont été secourus avec succès par les gardes-côtes (...) puis nous ont été remis", a indiqué à l'AFP Amine al-Boussefi, chef de l'organe de lutte contre l'immigration clandestine de Tajoura, dans la banlieue est de Tripoli.

Les migrants, de différentes nationalités africaines, étaient à bord d'un bateau pneumatique lorsqu'ils ont été interceptés dimanche matin à environ 20 milles marins au nord de Sayyad, un petit village en bord de mer à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, a indiqué à l'AFP le général Ayoub Kacem, porte-parole de la marine libyenne.

Ils ont été ramenés à la base navale de Tripoli où les autorités libyennes leur ont fourni de l'eau et de la nourriture, ainsi que des soins.

Ils ont ensuite été acheminés en bus vers Tajoura où ils ont été remis à l'organe de lutte contre l'immigration clandestine.

Des dizaines de migrants ont été regroupés dans une cour, assis par terre sous un soleil de plomb, en attendant d'être placés dans des centres de rétention, a constaté un photographe de l'AFP.

Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 111.000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le premier janvier, dont près de 93.500 en Italie. Plus de 2.360 sont morts en tentant la traversée.

AFP

Côte d'Ivoire

Le président promet d'investir dans l'armée pour ramener la sécurité

L e président ivoirien Alassane Ouattara a promis dimanche d'investir davantage dans les forces armées pour mettre fin aux troubles qui secouent le pays depuis le début de l'année.

"Un important travail de reprise en main de notre armée est plus que jamais nécessaire", a déclaré le président dans une allocution télévisée retransmise par la télévision nationale, à la veille de la célébration du 57e anniversaire de l'indépendance.

"Nous investirons encore plus dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité", ainsi que dans leur "formation", et "nous mettrons à leur disposition les équipements nécessaires", a assuré le prési-

dent, afin de "créer une armée véritablement républicaine", "réconciliée dans ses différentes composantes" et "au service de la nation, pour protéger la population et les institutions".

La Côte d'Ivoire a été secouée depuis janvier par plusieurs mutineries d'anciens rebelles intégrés à l'armée qui ont revendiqué et obtenu d'importantes primes pour baisser les armes.

Le pays connaît aussi depuis quelques semaines une série de braquages contre des postes de police et de gendarmerie, lors desquels armes et argent sont emportés par des hommes armés non-identifiés mais agissant de manière professionnelle.

Des assaillants avaient ainsi attaqué l'école de police en plein centre d'Abidjan

deux jours avant le début des jeux de la Francophonie fin juillet.

L'armée ivoirienne est issue de la fusion des anciennes forces loyalistes et rebelles qui se sont affrontées lors de la décennie de crise politico-militaire (2002-2011) qui a coupé le pays en deux et fait plusieurs milliers de morts.

Lors de son allocution longue de 20 minutes, le président Ouattara a appelé à plusieurs reprises à la "réconciliation" et à "l'union" des 23 millions d'Ivoiriens, toujours marqués par la crise.

De l'avis de nombreux observateurs, la politique de réconciliation du président Ouattara depuis son accession au pouvoir en 2011 a été insuffisante et les divisions persistent.

AFP

Canada: le flot de migrants haïtiens ne tarit pas

Des dizaines de migrants, majoritairement des Haïtiens craignant d'être expulsés des Etats-Unis, continuaient à passer illégalement la frontière dimanche pour demander l'asile au Canada.

Sous une grande tente, dressée au bout d'un chemin forestier, principal point d'entrée des migrants dans le sud du Québec, des policiers fédéraux procédaient aux premières vérifications de l'identité des migrants dont le flot ne tarit pas. Plus d'une centaine de personnes ont été contrôlées sous cette tente en début de matinée dimanche tandis qu'une cinquantaine attendaient patiemment leur tour pour se faire enregistrer par les services frontaliers canadiens, a constaté un photographe de l'AFP.

Les migrants majoritairement des Haïtiens, mais aussi des Yéménites ou des Somaliens, traînant valises et paquets, traversent la frontière à pied à proximité du poste frontière de Lacolle dans le sud du Québec. Une fois enregistrés, les réfugiés sont acheminés dans un centre de transit avant d'être dirigés sur Montréal, où ils seront hébergés pendant que les autorités se penchent sur leurs demandes d'asile.

Le flot de migrants, qui s'est soudain accéléré ces dernières semaines, a contraint les autorités à transformer le stade olympique de Montréal en centre d'accueil, dont la capacité a été portée à 1.025 places en fin de semaine.

Selon les estimations du président du syndicat des douanes et de l'immigration, Jean-Pierre Fortin, de 450 à 700 migrants franchissent la frontière chaque semaine à ce point de passage. La ministre québécoise de l'Immigration Kathleen Weil avait indiqué jeudi que d'une «moyenne de 50 demandes (d'asile) par jour» pour la première moitié de juillet, «le rythme était passé à 150 demandes».

De 200 à 300 personnes se sont rassemblées dimanche à Montréal pour manifester leur soutien à l'accueil des réfugiés. Le rassemblement visant à souhaiter «bienvenue aux réfugiés», a été organisé devant le



stade olympique, l'un des centres d'hébergement temporaire mis en place par les autorités.

Une autre manifestation hostile à l'afflux de migrants avait été prévue avec le slogan «Les nôtres avant les autres», mais le rassemblement a été annulé par ses organisateurs, a indiqué Radio Canada.

Le Premier ministre canadien Justin

Trudeau a promis vendredi que le Canada redoublerait d'efforts pour faire face à la forte augmentation de personnes qui traversent illégalement la frontière américaine afin de demander l'asile au Canada.

Mais il a aussi appelé les demandeurs du statut de réfugié à passer par les «procédures habituelles» d'immigration plutôt que de traverser la frontière illégalement.

La vague de réfugiés haïtiens vers le Canada est la conséquence de la perte prévue de leur Statut de protection temporaire (TPS) aux Etats-Unis. Ce TPS a été accordé à près de 60.000 Haïtiens après le séisme de 2010. Il a été prolongé au printemps de six mois par l'administration Trump et devrait donc se terminer en fin d'année.

AFP

La Macédoine semble décidée à clore l'interminable débat sur son nom

Après un quart de siècle d'un différend qui peut paraître burlesque vu d'autres pays, la Macédoine semble vouloir régler le conflit qui l'oppose à la Grèce au sujet de son nom, et la Grèce n'y est pas opposée.

Le nouveau Premier ministre macédonien social-démocrate Zoran Zaev a manifesté cette volonté dès son élection début juin, et un calendrier de rencontres bilatérales est en place. Le contentieux remonte à l'indépendance de l'ex-république yougoslave de Macédoine en 1991, quand le nouvel Etat se met à revendiquer aussi l'histoire macédonienne antique.

Notamment celle de ses deux grands rois, Philippe II de Macédoine (382-336 av. J.-C.) et son fils Alexandre le Grand (356-323 av. J.-C.). Or le coeur de leur royaume était bien l'actuelle région grecque septentrionale de Macédoine.

Depuis, Athènes dénie à Skopje le droit pour le pays de s'appeler Macédoine, et tant que l'affaire n'est pas réglée, s'oppose à l'entrée du voisin dans l'Union européenne (UE) et l'Otan. En attendant, la Macédoine n'est désignée, par la Grèce et dans la plupart des pays ouest-européens, que par son nom provisoire, reconnu par l'ONU, d'«ARYM» (Ancienne République yougoslave de

Macédoine). Dans la conversation courante, les Grecs l'évoquent généralement sous le nom de «Skopje».

Côté grec, la querelle sur le nom a commencé dès 1992, avec un million de personnes ? 1/10 ème de la population grecque - dans les rues de Thessalonique, capitale de la région de Macédoine.

«Mes convictions sur l'ARYM»

En 2016, le ministre aux Migrations Yannis Mouzalas a été menacé de devoir démissionner après avoir laissé échapper à la télévision le mot de «Macédoine» pour désigner le voisin.

M. Mouzalas a dû s'excuser solennellement «pour cette erreur qui ne reflète pas ma position et mes convictions sur l'ARYM».

Et mardi encore, l'équipe grecque de handball féminin a été sanctionnée après avoir refusé de jouer à Skopje, dans le cadre du championnat d'Europe, contre l'équipe de Macédoine désignée sous ce nom.

«Selon l'accord (de l'ONU) de 1995 l'ARYM ne peut appartenir aux grandes fédérations que sous son appellation provisoire» a rappelé le ministère des Affaires étrangères grec. Côté macédonien, sous la direction de l'ex-Premier ministre de droite Nikola

Gruevski, les autorités en ont rajouté dans le nationalisme.

En 2006 ainsi, l'aéroport de Skopje est baptisé «Alexandre le Grand». En 2011, l'érection à Skopje d'une monumentale statue équestre du roi remet le feu aux poudres.

Sur pression internationale, l'oeuvre est rebaptisée «Guerrier à cheval», sans tromper personne. D'autant qu'un an plus tard les autorités récidivent avec une statue géante de Philippe II de Macédoine.

Changement de ton avec Zoran Zaev. A peine élu il a ainsi estimé que son pays pourrait provisoirement «devenir membre de l'OTAN sous l'appellation d'ARYM».

Il s'est entretenu au téléphone avec son homologue grec Alexis Tsipras. Le ministre des Affaires étrangères macédonien Nikola Dimitrov était à Athènes le 14 juin et son homologue grec Nikos Kotzias ira à Skopje fin août. Il y a une «certaine mobilisation», remarque une source diplomatique grecque auprès de l'AFP, notant «quelques signes» de bonne volonté à Skopje. Mais il faut désormais «attendre les actes».

«La Grèce peut rester sur la même position pendant deux siècles. Nous devons trouver une solution pour débloquer le processus d'intégration à l'Otan et à l'UE», explique, sous

couvert d'anonymat, un haut responsable de la SDSM, parti de M. Zaev.

Mais, prévient-il, dans ce petit pays fragile, il faudra trouver «un consensus» politique et faire avaliser le choix par un «référendum».

«Le prix pour entrer dans le club»

«La question est : quel est le prix pour entrer dans le club ?», résume Toni Deskoski, professeur de droit à Skopje.

Quel nom serait alors acceptable ? «Nous sommes Macédoniens, on ne peut pas nous désigner autrement», assure Mirjana Jovanovska, une dentiste de 47 ans.

Elle reconnaît toutefois que «ce ne serait pas si terrible si on ajoutait un préfixe au nom Macédoine».

Au gré des conversations, fleurissent des «Macédoine septentrionale», «Nouvelle Macédoine» ou encore Macédoine «Vardarska», du nom du fleuve qui irrigue le pays, mais aussi la Macédoine grecque sous le nom d'Axios.

L'actuel gouvernement grec n'a pas encore fait de propositions. Il attend la reprise des négociations pour dévoiler son jeu. En 2007 le gouvernement de l'époque avait lui aussi suggéré «une appellation avec un préfixe géographique».

AFP



Rien n'arrêtera le chaos qui règne à la Maison-Blanche

Le 21 juillet, Donald Trump embauchait Anthony Scaramucci au poste de directeur de la communication et ajoutait au chaos réglant désormais la vie de la Maison-Blanche. 10 jours déments plus tard, avec comme apogée son interview surréaliste (et remplie de métaphores fleuries) donnée à Ryan Lizza du *New Yorker*, Scaramucci se faisait virer.

Un mandat bref, mais ô combien significatif. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Sean Spicer, préférera démissionner que de travailler avec un allié de Trump aussi pénible. Le chef de cabinet, Reince Priebus, jouera à qui a la plus grosse, avant d'être humilié par le président lui-même qui ordonnera son éviction. Sans que cela n'implique la victoire de Scaramucci: à peine arrivé, le nouveau chef de cabinet et ancien ministre de la Sécurité intérieure, John Kelly, décidait que la vulgarité et l'attitude erratique du directeur de la communication méritaient son limogeage.

Vers un peu plus de rigueur ?

Est-ce pour autant la fin du chaos qui règne à Washington ou simplement sa mise en sourdine? Il est possible que ces mouvements de personnel, et notamment la mise au pinacle de Kelly, annoncent une nouvelle Maison-Blanche, plus soignée.

«Nous sommes tous très optimistes - ceux d'entre nous à avoir soutenu Trump depuis le tout début - sur le fait que le Général Kelly puisse discipliner la Maison-Blanche, les membres du cabinet et le président lui-même», déclarait ainsi sur CNN Michael Caputo, ancien conseiller de campagne de Trump.

John Kelly est un général à la retraite, qui a manifestement comme projet d'insuffler un peu de rigueur militaire dans la chienne qui est devenu le gouvernement Trump. Mais son succès n'est pas garanti. Penser que l'arrivée de Kelly annonce un réel changement, c'est croire que son pouvoir est total au sein de la Maison-Blanche - qu'il peut contrôler le flot d'informations et de gens atteignant le président - et que les grosses légumes respecteront son autorité. Surtout, nous devons croire Trump capable de se discipliner lui-même. Ce qui reste encore à prouver.

Écarter Jared Kushner ?

Commençons par l'autorité de Kelly. Théoriquement, il est vrai que

tout le personnel de la Maison-Blanche, y compris Ivanka Trump et Jared Kushner, doit lui rendre des comptes.

Il est tout aussi vrai qu'en étant à la fois conseillers principaux et membres de sa famille, ces derniers conserveront un accès quasiment illimité à Trump l'Ancien. Si Ivanka et Jared sont sources de sagesse et de bons conseils, cela ne posera pas problème. Reste que Kushner a été la force motrice des décisions les plus impulsives du président - dont le limogeage de James Comey, alors directeur de la FBI -, une manœuvre qui, dit-on, a failli faire démissionner Kelly du secrétariat à la Sécurité intérieure. Qui plus est, Kushner est aujourd'hui visé par l'enquête sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle de 2016, ce qui menace directement le président.

À l'évidence, John Kelly a eu suffisamment d'autorité pour mettre Anthony Scaramucci à la porte. Pourra-t-il en employer autant pour virer Jared Kushner ou du moins l'éloigner efficacement du président? Et si Kelly conseille à Trump de se débarrasser de son beau-fils, Trump va-t-il se ranger à son avis ou se retourner contre Kelly, comme il l'a déjà fait avec une tripotée de conseillers et d'assistants? Nous connaissons la réponse. Les chances que Trump suive ce conseil sont quasi nulles. Le plus probable, c'est qu'il ignore l'avis de Kelly et suive son petit bonhomme de chemin, au diable les conséquences sur sa personne ou son administration.

Trump est son pire ennemi

Des observateurs extérieurs et des alliés de Trump encensent la nomination de Kelly, et y voient un changement significatif pour la Maison-Blanche. Mais pour cela, il faudrait que le président soit capable de changer ou du moins de réaliser que son comportement contrarie ses objectifs. Et rien n'indique qu'il ait cette aptitude. Au contraire, malgré la palanquée de menaces pesant sur son administration, Trump ne cesse d'agir

d'une manière qui nuit à ses propres intérêts, à court comme à long terme.

Ces derniers jours, nous avons ainsi appris que Trump aurait dicté à son fils une déclaration mensongère concernant une rencontre secrète avec une avocate russe, ce qui risque de le mettre, lui et son cercle rapproché, en délicatesse avec la justice. En outre, en traitant comme un moins que rien son procureur général, Jeff Sessions, Trump s'est mis à dos une grosse partie des Républicains du Congrès - soit les gens dont il a besoin pour appliquer son programme législatif.

Une bataille perdue d'avance ?

Espérer que l'ordre - et la normalité - reviennent à la Maison-Blanche, c'est oublier un peu vite que le chaos et les dysfonctionnements auxquels nous assistons aujourd'hui ont autant à voir avec la personnalité de son principal occupant qu'avec son personnel. Et parce que ce locataire n'a pas changé - parce qu'il refuse de se hisser à la stature de sa fonction - il est peu probable que les choses s'améliorent du côté du Bureau ovale.

Donald Trump est toujours incohérent, impulsif, ignorant du b.a.-ba de la gouvernance. John Kelly peut tenter d'atténuer ces périls, mais la bataille est perdue d'avance. Le général tiendra certainement plus longtemps que l'éphémère Anthony Scaramucci. Mais qu'on ne s'étonne pas si, dans un an voire moins, lui aussi est débarqué de la Maison-Blanche du jour au lendemain.

Slate

Rebellion dans les rangs de l'armée maîtrisée au Venezuela

■ Les autorités vénézuéliennes disent avoir étouffé dans l'oeuf dimanche une rébellion apparue dans l'armée dont le but, selon une vidéo mise en ligne, était de rétablir la démocratie dans le pays, secoué depuis des mois par une agitation anti-gouvernementale.

Des tirs d'armes à feu ont été entendus peu avant l'aube dans la ville de Valencia, près de la base militaire de Naguanagua. Valencia, capitale de la province de Carabobo, est située à 170 km à l'ouest de Caracas.

Le numéro deux du Parti socialiste au pouvoir, Diosdado Cabello, a fait état d'une «attaque terroriste à Valencia» avant de dire que les autorités avaient le contrôle de la situation.

Les «terroristes», selon les autorités, cherchaient à s'emparer d'armes et sept personnes ont été arrêtées après l'attaque de la base militaire de Naguanagua.

Dans la vidéo postée sur internet, on voit une douzaine d'hommes portant l'uniforme militaire.

L'un deux, qui dit s'appeler Juan Carlos Caguaripano et être un ancien capitaine de la Garde nationale, annonce «exiger la formation immédiate d'un gouvernement de transition».

«Ce n'est pas un coup d'Etat», dit-il, «il s'agit d'une action civique et militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel. Et au delà de cela, il s'agit de sauver le pays de la destruction totale».

Le ministère de la Défense n'a pas souhaité faire de commentaire.

Dans les rangs du gouvernement et de ses alliés, beaucoup ont vu dans la vidéo de Valencia l'expression d'un complot ourdi par l'extrême droite et visant à détruire la «Révolution bolivarienne» lancée il y a près de vingt ans par Hugo Chavez, le prédécesseur et mentor du président Nicolas Maduro mort d'un cancer en 2013.

«Ces attaques, préparées à Miami par des cerveaux dérangés, ne feront que renforcer le moral de nos forces armées et du peuple bolivarien», a dit sur Twitter un haut responsable du Parti socialiste, Elias Jaua.

La tension politique et sociale au Venezuela est vive depuis quatre mois avec des manifestations quasi quotidiennes contre le pouvoir en place, qui ont fait plus de 120 morts.

Elle s'est encore aggravée avec l'entrée en fonctions de l'Assemblée constituante élue le 30 juillet, en dépit du boycott de l'opposition, et dont la première décision samedi a été le limogeage de la procureure générale, Luisa Ortega.

Reuters

Immigration : Chicago va porter plainte contre l'administration Trump

■ Chicago va poursuivre en justice l'administration Trump, qui menace de suspendre les financements des villes «sanctuaires» pratiquant une politique de tolérance à l'égard des immigrants clandestins, a annoncé dimanche le maire de la ville, Rahm Emanuel.

Il y a deux semaines, le ministre de la Justice Jeff Sessions a annoncé que son département priverait ces villes de certains fonds fédéraux à moins qu'elles n'octroient aux agents de l'immigration un accès illimité aux prisons, et ne les préviennent de toute libération imminente d'immigrant clandestin, pour faciliter les expulsions.

«Chicago ne laissera pas ses policiers devenir des pions politiques dans le débat», a déclaré l' élu démocrate Rahm Emanuel lors d'une conférence de presse. «Chicago n'abandonnera jamais son statut de ville accueillante», a-t-il ajouté.

Les financements visés, d'un montant provisionnel de 3,2 millions de dollars pour Chicago cette année, sont principalement utilisés pour équiper les forces de l'ordre.

L'administration Trump a promis de renforcer la lutte contre l'immigration illégale et cherche à sanctionner le mouvement des villes sanctuaires, qui compte un nombre croissant d'adhérents, de New York à Los Angeles et de Chicago à San Francisco.

Ces villes refusent d'expulser les immigrants en situation irrégulière pris dans les filets de la police pour des infractions mineures comme des contraventions.

La ville de Chicago va notamment faire valoir que le gouvernement américain ne peut «requérir des agences de police locales qu'elles mettent en oeuvre des fonctions liées à la loi fédérale sur l'immigration», a précisé l'avocat de la municipalité Ed Siskel.

AFP

Mike Pence dément vouloir briguer la Maison-Blanche en 2020

■ Le vice-président américain, Mike Pence, a fermement démenti dimanche envisager de briguer la Maison-Blanche en 2020, comme l'écrit le *New York Times*. «Les allégations dans cet article sont catégoriquement fausses et ne sont que le dernier exemple en date des tentatives développées par les médias pour diviser l'Administration» du président Donald Trump, dit Mike Pence dans un communiqué. Dans son article, le *New York Times* écrit que des élus du Parti républicain préparent la formation d'une «campagne fantôme» pour 2020 sans Donald Trump. De nombreux conseillers de Mike Pence ont «déjà fait savoir à des donateurs du parti qu'il se lancerait (pour 2020) si M. Trump ne le faisait pas», ajoute le journal.

Reuters

Corée du nord

Pyongyang garde une attitude de défi après les sanctions

La Corée du Nord a assuré lundi avec colère que le durcissement sensible des sanctions de l'ONU ne l'empêcherait pas de développer son arsenal nucléaire, prévenant qu'elle ne négocierait pas sous la menace des Etats-Unis.

Ce message de défi est sa première réaction d'importance à la résolution adoptée à l'unanimité au cours du weekend par le Conseil de sécurité de l'ONU sous l'impulsion de Washington.

Les sanctions pourraient coûter à Pyongyang un milliard de dollars de revenus annuels tout en restreignant des échanges économiques cruciaux avec la Chine, son principal allié et partenaire économique.

Les sanctions constituent «une violation violente de notre souveraineté», a déclaré Pyongyang dans un communiqué publié par l'agence officielle KCNA.

«Nous ne mettrons pas notre (programme de) dissuasion nucléaire sur la table de négociations tant que le Nord est menacé par Washington. Pyongyang «ne reculera pas d'un seul pas s'agissant du renforcement de (sa) puissance nucléaire», a affirmé le communiqué.

Pyongyang a menacé les Etats-Unis de leur «faire payer le prix de leur crime (...) un millier de fois». Cette déclaration est publiée alors que le chef de la diplomatie nord-coréenne Ri Yong-Ho est à Manille



à l'occasion d'un forum régional sur la sécurité qui réunit les représentants des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie et d'autres pays de l'Asie-Pacifique.

'Etat d'esprit'

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a exclu un retour rapide au dialogue avec le Nord, estimant que la nouvelle volée de sanctions démontrait que la planète avait perdu patience face à ses ambitions nucléaires.

Le chef de la diplomatie américaine a souligné que Washington n'envisagerait de pourparlers que si Pyongyang suspendait son programme balistique. «Le meilleur

signal que pourrait envoyer la Corée du Nord pour signifier qu'elle est prête à parler serait d'arrêter ces tirs de missiles», a-t-il lancé. Il a laissé toutefois entrevoir la perspective que des émissaires américains puissent un jour s'asseoir à la même table que les responsables du pays reclus pour éviter l'escalade. Mais le ministre s'est refusé à dire quand un tel dialogue pourrait se tenir ou combien de temps devrait durer la pause.

«Je ne vais pas donner à quelqu'un un nombre spécifique de jours ou de semaines. C'est plutôt une question d'état d'esprit», a-t-il dit. La nouvelle résolution répond au premier tir nord-coréen d'un missile balistique intercontinental le 4 juillet, suivi le 28 juillet du tir d'un engin similaire, mettant une bonne partie du continent américain à la portée du Nord. Les déclarations de M. Tillerson surviennent au lendemain d'une rencontre rarissime des chefs de la diplomatie des deux Corées.

Unité

Le ministre nord-coréen a serré la main de son homologue sud-coréenne Kang Kyung-Wha, qui l'a pressé d'accepter l'offre de dialogue de Séoul. Mais M. Ri a balayé cette proposition, selon l'agence sud-coréenne Yonhap, jugeant que Séoul «manquait de sincérité». Le président américain Donald Trump et son homologue sud-coréen Moon Jae-In ont estimé dimanche lors d'un entretien téléphonique que la «Corée du Nord représente une menace directe sérieuse et grandissante pour les Etats-Unis, la Corée du Sud, le Japon ainsi que pour la plupart des pays du monde», selon un communiqué de la Maison Blanche.

Sur les réseaux sociaux, Donald Trump avait salué l'unanimité du vote et remercié la Russie et la Chine pour leur soutien à un dénouement qu'elles auraient pu empêcher par leur droit de veto.

M. Tillerson, qui a rencontré en tête-à-tête ses homologues chinois et russe, Wang Yi et Sergueï

Lavrov, a également cherché à mettre en exergue le front uni de la communauté internationale.

Il a souligné que la «communauté internationale» attendait de la Corée du Nord qu'elle prenne «des mesures pour atteindre tous ses objectifs, à savoir la dénucléarisation de la péninsule coréenne». Pyongyang ne s'y est pas trompé, déclarant que les pays «qui ont collaboré avec les Etats-Unis» pour soutenir la résolution devront aussi «rendre des comptes». Mais, reflétant les nuances persistantes entre les puissances mondiales sur le dossier nord-coréen, M. Wang a réitéré la position chinoise selon laquelle les sanctions ne suffisent pas, appelant une nouvelle fois au dialogue.

M. Wang a demandé la reprise des «pourparlers à six» (Chine, Etats-Unis, Russie, Japon, deux Corées) qui sont au point mort depuis des années. «Le dialogue et la négociation sont les seuls moyens appropriés pour régler le problème de la péninsule coréenne».

AFP

Vietnam

26 morts dans des inondations et coulées de boue

Des inondations et des coulées de boue dues à des pluies torrentielles dans le nord du Vietnam depuis début août ont fait un total de 26 morts et 15 disparus, dans les montagnes du nord du pays, ont annoncé les autorités lundi. «Il y a 26 morts, 15 disparus et 27 blessés», ont annoncé les services de secours. La province de Yen Bai a été particulièrement touchée, avec des villages inondés par des coulées de boue dans la nuit de jeudi à vendredi. «J'ai dit à ma femme, à mes enfants et à mes petits-enfants de courir se réfugier sur la colline. En un rien de temps, des dizaines de maisons de notre village ont été emportées», a expliqué un villageois de la province, Pham Xuan Thanh, cité par le site d'informations officiel Phap Luat. Au total, ce sont plus de 650 maisons qui ont été détruites ou endommagées. Les autorités communistes ont publié des photos de villages envahis de boue. Les inondations liées aux pluies sont annuelles dans ce pays d'Asie du Sud-Est. L'an dernier, les intempéries, avec leur lot d'inondations, ont fait un total de 235 morts au Vietnam.

AFP

Corée du sud

12 ans de prison requis contre l'homme fort de Samsung

Les procureurs sud-coréens ont requis lundi une peine de prison de 12 ans à l'encontre du vice-président de Samsung Electronics, Jay Y. Lee, sur l'affaire de trafic d'influence autour de l'ancienne présidente sud-coréenne Park Geun-hye, depuis destituée. L'héritier de l'empire Samsung, âgé de 49 ans, a été arrêté le 17 février et jugé pour des faits de corruption et de détournement de fonds dans le cadre d'un vaste scandale qui a ébranlé le pays. Jay Y. Lee, qui clame son innocence, est notamment accusé d'avoir promis 43 milliards de won (35 millions d'euros) à une entreprise et des fondations créées par Choi Soon-sil, amie et confidente de Park Geun-hye, en échange de l'appui de la caisse publique des retraites à un projet de fusion de deux filiales de Samsung en 2015. Le tribunal devrait rendre son verdict le 27 août, à la fin de la période de détention actuelle de Jay Y. Lee.

Reuters

Même après son départ de l'UE

Londres continuera à payer au moins jusqu'à 2020

Le Royaume-Uni devra continuer à payer les programmes de long terme de l'Union européenne au moins jusqu'en 2020, même après son départ de l'UE en mars 2019, déclare le commissaire européen au Budget, Günther Oettinger, au quotidien Bild. Londres est obligé d'honorer les engagements pris sur ces programmes avant le référendum de juin 2016 remporté par les partisans du Brexit, souligne-t-il.

«Par conséquent, Londres devra transférer des fonds à Bruxelles au moins jusqu'en 2020», dans le cadre du budget pluriannuel 2014-2020, explique Günther Oettinger.

Le départ des Britanniques laissera un trou de 10 à 12 milliards d'euros dans les coffres de l'UE, ajoute le commissaire européen. Ce déficit pourrait être comblé par des coupes budgétaires et une hausse des contri-

butions des autres pays membres, mais l'UE pourrait aussi supprimer les ristournes négociées au cours des années par des pays membres, dont le Royaume-Uni.

«Cela aboutirait à une simplification administrative importante et mettrait fin aux marchandages qui ont accompagné jusqu'à présent les négociations budgétaires», dit Oettinger.

Reuters

Pour 61% des Britanniques

May gère mal le Brexit

Six Britanniques sur dix désapprouvent la manière dont Theresa May gère les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, selon un sondage ORB International diffusé lundi. D'après cette étude, réalisée les 2 et 3 août, la proportion de Britanniques estimant que leur Première ministre dirige mal les discussions sur le Brexit est passée à 61% contre 56% un mois plus tôt et 46% début juin.

Reuters

Russie

Tentative de contact avec huit mineurs disparus dans une mine de diamants

Les secouristes russes tentaient hier d'entrer en contact avec huit mineurs portés disparus depuis vendredi dans une mine de diamants inondée en Sibérie, appartenant au premier producteur mondial de diamants Alrosa, a indiqué la société.



Le contenu d'une carrière remplie de 300 000 m³ d'eau s'est déversé vendredi dans la mine Mir en lakoutie. Si 143 mineurs ont pu être évacués, huit autres demeurent portés disparus.

Des sauveteurs spécialisés ont commencé dimanche à explorer les galeries pour retrouver ces mineurs. A la mi-journée hier, ils avaient «pu franchir plusieurs centaines de mètres de galeries encombrées» et «il est prévu qu'ils effectuent aujourd'hui une tentative d'entrer en contact avec les personnes bloquées à travers un tuyau d'écoulement», a

indiqué Alrosa dans un communiqué. Le Comité d'enquête russe, organe chargé des principales affaires, a annoncé hier l'ouverture formelle d'une enquête pour identifier d'éventuelles violations des mesures de sécurité, un délit passible de trois ans de prison.

Les enquêteurs ont déjà saisi des documents, relatifs, notamment aux instructions données aux mineurs, et ont interrogé 94 employés de l'entreprise, a précisé le Comité d'enquête dans un communiqué.

La tâche des secouristes est compliquée par la vase qui obstrue certaines galeries et doit être déga-

gée. Deux pompes d'une capacité de 1 250 m³ par heure étaient en cours d'installation hier pour éviter une nouvelle inondation des galeries alors que la cuvette d'une ancienne carrière contient encore 27 600 m³ d'eau qui risquent de s'y déverser.

Les proches des mineurs disparus sont arrivés hier sur place et ils devaient être pris en charge par des psychologues du ministère des Situations d'urgences, a indiqué ce dernier.

La mine souterraine Mir se situe sur un gisement exploité depuis 1958 en République de Sakha, nom officiel de l'immense région

de lakoutie, dans l'Extrême orient russe, à plus de 4 000 km à l'est de Moscou.

Il s'agissait d'une vaste carrière à ciel ouvert jusqu'en 2001 puis l'exploitation a repris en 2009 sous la forme d'une mine souterraine qui produit aujourd'hui un million de tonnes de minerai par an, soit environ 10% de la production d'Alrosa.

Le géant, contrôlé par les pouvoirs publics russes, et dont le chiffre d'affaires annuel a dépassé quatre milliards d'euros l'an dernier, a indiqué qu'il reverrait ses plans de production le 19 août.

AFP

Oeufs contaminés

Abattages massifs attendus aux Pays-Bas

Les Pays-Bas vont peut-être devoir abattre des millions de poules pondeuses après la découverte de traces d'un insecticide dans des oeufs, a estimé hier la Fédération nationale de l'agriculture et de l'horticulture (LTO).

Des millions d'oeufs ont, d'ores et déjà, été retirés des rayons dans des supermarchés de plusieurs pays européens après la découverte de résidus de fipronil, un insecticide utilisé contre les puces et les acariens.

D'après Johan Boonen, de la LTO, le risque pour les consommateurs est passé. «Mais ce n'est pas le cas pour les éleveurs. Il faudra des semaines, voire des mois avant qu'ils puissent reprendre la production», a-t-il dit.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère le fipronil comme une substance de toxicité moyenne et précise qu'à haute dose, elle est susceptible d'être nuisible aux reins, au foie et aux glandes lymphatiques.

Les autorités sanitaires néerlandaises et belges ont localisé la source de la contamination dans des produits de nettoyage utilisés aux Pays-Bas.

Selon la LTO, quelque 150 élevages du secteur ont été fermés et des centaines de milliers de poules abattues. Les producteurs néerlandais d'oeufs ne pourront de nouveau commercialiser leur production que lorsque des analyses auront déterminé qu'il n'y a plus aucune trace de fipronil.

Reuters

Un policier blessé

Attaque contre l'ONU en Colombie

Un policier a été blessé dimanche dans une attaque contre la mission de l'ONU en Colombie, chargée de superviser le désarmement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), a annoncé la police.

«Une équipe d'observateurs de la mission des Nations unies, des membres de la police nationale et des membres des Farc, qui participaient aux travaux de démantèlement d'une cache d'armes et de munitions, ont été pris dans une embuscade près de Caloto dans le département de Cauca (sud-ouest)», a indiqué l'ONU dans un communiqué.

«Lors de l'attaque, un policier de 31 ans a été blessé. Il a été transporté à Cali et son pronostic est réservé», a indiqué une source policière, précisant que l'attaque avait eu lieu à 08h00 locales (13h00 GMT).

Ils ont été pris pour cible depuis une colline par des dissidents des FARC, selon cette source.

Le commandant de la police de Cauca a lui attribué cette agression à l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), dernière rébellion active du pays avec environ 1 500 combattants, qui participe actuellement à des pourparlers de paix à Quito avec le gouvernement colombien.

L'ELN a nié toute implication dans cette embuscade.

«Des témoins et des autorités autochtones ont remarqué que des brassards (de l'ELN) et des graffitis sont utilisés lors d'actions auxquelles l'ELN n'a pas pris part», a indiqué l'Armée de libération nationale sur son compte Twitter.

La mission de l'ONU en Colombie a annoncé fin juillet avoir vidé plus de 300 caches d'armes des Farc dans le cadre de la dernière phase de désarmement de cette guérilla, mais a mis en doute son achèvement avant la date prévue du 1er septembre. La mission a précisé que la guérilla avait communiqué des informations sur 779 caches, bien que les rebelles aient déclaré en compter plus de 900.

Selon le gouvernement, quelque 300 membres des Farc ne se reconnaissent pas dans l'accord de paix historique signé avec le gouvernement du président Juan Manuel Santos et sont entrés en dissidence. Selon le gouvernement, les dissidents ne pourront pas jouir des bénéfices de l'accord de paix et seront considérés comme des délinquants de droit commun.

En plus d'un demi-siècle, le complexe conflit armé colombien a impliqué une trentaine de guérillas, des milices paramilitaires d'extrême droite, officiellement démobilisées depuis 2006, et les forces de l'ordre, faisant au moins 260 000 morts, plus de 60 000 disparus et 7,1 millions de déplacés.

Agence

Italie

Quinze pompiers soupçonnés d'avoir provoqué des incendies

Quinze pompiers volontaires, basés dans la province de Raguse, dans le sud de la Sicile, sont soupçonnés d'avoir provoqué des incendies et passé de faux appels d'urgence pour toucher une prime d'intervention de 10 euros par heure, a annoncé hier la police italienne.

Seul le meneur du groupe, appelé D.D.V. et considéré par les enquêteurs comme un individu dangereux, a été placé en détention.

Les pompiers soupçonnés pré-

sentaient un nombre d'interventions anormalement élevé par rapport aux autres équipes, 120 contre 40 sur une même période.

Avec la complicité des autres pompiers, D.D.V. quittait la caserne en voiture, allumait un feu ou rédigeait un faux rapport, puis revenait à la caserne et attendait un appel d'urgence pour intervenir.

«Il a fait preuve d'un fort potentiel criminel et n'avait pas peur des conséquences de ses actes», a dit la police dans un communiqué.

Pour passer les faux appels, les pompiers utilisaient leur propre téléphone ou demandaient à leurs proches de le faire. Les enquêteurs ont d'ailleurs pu se procurer l'historique des conversations des suspects.

«Un jour, D.D.V. a même dit qu'il voulait déposer une bombe pour récupérer l'argent à disposition en cas de réparations nécessaires sur des véhicules d'intervention», ajoute la police.

Reuters

PAROLES DE FEMMES

«La fierté a rarement un juste milieu, on en a trop ou pas assez.»

Comtesse de Blessington



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Il y a des fiertés authentiques qui meurent difficilement.»
Yves Thériault

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Jennifer Lopez et sa maman

On sait de qui tient la chanteuse

Jennifer Lopez vient de publier un selfie pris avec sa maman, Guadalupe Rodriguez ; une photo publiée sur son compte Instagram sur laquelle les deux femmes se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Voilà donc révéler le plus grand secret de beauté de la "bomba latina".

Invitée l'année dernière du plateau du Late Show de Jimmy Kimmel, Jennifer Lopez avait fait tout un tas de déclarations surprenantes pour signifier que bien que star internationale, elle n'en demeure pas moins une femme simple et naturelle. Ainsi la star vêtue ce soir-là d'une combinaison dorée d'une valeur de 12 000 dollars, avait avoué qu'elle se rendait parfois secrètement dans des magasins discount pour faire du shopping avec sa mère ; des sorties au cours desquelles elle se déguise pour passer incognito. Guadalupe Rodriguez, sa maman qui, selon la star, «pourrait vivre dans un casino» : «Un jour, elle a gagné 2,4 millions de dollars aux machines à sous. Elle a tout dépensé et bien plus depuis. Elle est folle. «Une nature joviale que les fans de la chanteuse ont pu découvrir en mai dernier après que J. Lo a lancé un défi sur les réseaux sociaux qui consistait à se filmer en train de reproduire l'une de ses danses. Un challenge relevé sans sourciller par sa maman, comme vous pouvez le constater ci-dessous.

Les deux femmes qui viennent de partager un selfie que s'est empressée de publier sur son compte Instagram, la compagne de la légende du baseball Alex Rodriguez. L'occasion de comprendre d'où provient la beauté de la bomba latina de 48 ans. En effet, du regard, à la forme du visage en passant par l'expression du visage, les deux femmes se ressemblent «comme deux gouttes d'eau» ; «On dirait des sœurs», ont ainsi écrit de nombreux fans de Jenny from the block.

RENCONTRE PAR AFFINITÉ

COMMENT CONDUIRE QUELQU'UN EN DOUCEUR

Bien souvent, lors de rendez-vous amoureux, vous devez dire non. Que vous décliniez un premier rendez-vous ou négociez le futur de votre relation, parfois, vous n'avez pas d'autre choix que de refuser, voire d'y mettre un terme. Apprendre à faire cela avec considération, gentillesse et empathie est un atout précieux. Peut-être même qu'en disant non, il ressortira quelque chose de positif qui améliorera votre relation.

Comment refuser...

À QUELQU'UN DE GENTIL, MAIS QUI N'EST PAS VOTRE TYPE

Instinctivement, vous vous en rendez bien compte : vous ne pouvez pas lui dire, la bouche en cœur, «Même pas en rêve !» Dans ce cas, préférez un simple «ça a l'air super, mais je ne vais pas pouvoir.» Puis souriez gentiment et amenez la conversation sur un terrain moins miné. Par exemple, la possible découverte d'un remède aux pellicules.

UN SECOND RENDEZ-VOUS

Lors de votre premier rendez-vous, ça n'a pas été le feu d'artifice. Alors que faire ? D'abord, n'anticipez pas. Si l'autre personne n'a pas accroché avec vous non plus, vous risquez de sembler un tantinet arrogant si vous envoyez un message en rentrant chez vous du type : «Tu es mignon, mais ça ne fait pas d'étincelles entre nous. Bonne chance pour tes recherches !» Attendez qu'elle vous invite à nou-

veau pour atténuer le coup doux : «Tu es vraiment adorable, mais je pense que ça ne colle pas entre nous.» Et voilà !

UN EMMÉNAGEMENT À DEUX

Voilà un moment que vous sortez ensemble, et maintenant, votre partenaire vous veut tout à lui. Vous avez des doutes ? Alors, découvrez vite lesquels, car vous allez devoir être précis : un simple non serait cruel. Alors... Parce qu'il vit dans une porcherie ? Proposez une solution : «D'accord, mais il faudra qu'on prenne une femme de ménage, parce que nous n'avons vraiment pas la même vision de la propreté.»

Parce que vous préférez vous marier ? «Je suis heureuse que tu veuilles qu'on aille plus loin, mais vivre ensemble ne me procurera pas le sentiment de sécurité dont j'ai besoin.» Parce que c'est trop tôt ? «Je t'aime, mais je ne suis pas prêt. Réparlons-en dans six mois.»

Parce que vous ne voulez vraiment pas. Dans ce cas, prenez un instant pour vous demander pourquoi vous sortez avec cette personne. Il vaudrait probablement mieux arrêter les frais et trouver quelqu'un sans qui vous ne pouvez pas vivre.

QUELQUE CHOSE DE TROP OLÉ OLÉ DANS LA CHAMBRE À COUCHER

Au lieu de lancer : «Il y a des psys pour les tordus dans ton genre», pouvons-nous suggérer quelque chose de moins abrupt, comme : «Je comprends pourquoi cela t'attire, mais ça me met mal à l'aise.»

UN RENDEZ-VOUS QUI PROMET D'ÊTRE ENNUYÉ

Vous adorez votre partenaire, mais passer la soirée à faire du squash/à des leçons de danses de salon/au karaoké, très peu pour vous. Assurez-vous d'être bien clair : c'est l'activité que vous déclinez, pas sa compagnie.

«Tu sais que j'adore passer du temps avec toi, mais cette activité nous gâcherait la soirée à tous les deux, ce n'est pas mon truc. Vas-y avec quelqu'un d'autre, tu pourras me raconter en rentrant.»

DE PAYER CHACUN SA PART QUAND L'AUTRE VOUS A INVITÉ À SORTIR

Si c'est un premier rendez-vous, vous ne pouvez pas refuser. Payez votre part et dites-vous que c'est peu cher payé pour vous rendre compte que c'est un radin. Au suivant !

Si c'est un autre rendez-vous, mais que vous trouvez vraiment injuste qu'on vous demande de mettre la main à la poche, répliquez : «Oh, je suis vraiment désolé ! Je croyais que tu m'invitais, je n'ai pas pris mon portefeuille.»

UNE FAVEUR PAS TRÈS RAISONNABLE

Si votre nouveau partenaire vous demande une faveur qui ne vous semble pas très raisonnable, comme l'emmener à l'aéroport à 3 heures du matin, laver ses vêtements ou conduire lors de chacun de vos rendez-vous, résistez à la tentation de vous excuser en refu-



sant. C'est un signe de faiblesse. Souriez gentiment et dites simplement : «Je ne peux pas.» Sa réaction sera révélatrice. Essaie-t-il de vous expliquer pourquoi, en fait, vous pouvez très bien ? Dans ce cas, c'est un égoïste, et c'est terminé.

DE LUI PRÊTER DE L'ARGENT

La meilleure façon de refuser cela, c'est toujours : «Je gagne suffisamment d'argent pour vivre, mais pas assez pour en prêter.»

TOUT LE RESTE

Le meilleur moyen de refuser

quelque chose, c'est de parler de vos sentiments. Par exemple, «ça ne me rendrait pas heureux», ou encore, «ça me met mal à l'aise». Personne ne peut argumenter contre des sentiments, ni négocier pour que vous ressentiez autre chose. Au lieu de faire appel à la logique et à la raison, parlez simplement de vos émotions. Et restez calme. Ne laissez pas la culpabilité vous pousser à dire oui à tout. Vous gagnerez bien plus de respect et de bon traitement en montrant que vous accordez de la valeur à votre temps qu'en courbant l'échine pour être serviable.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS ▶▶

Haltérophilie La championne d'Afrique Hammadi honorée

■ L'haltérophile algérienne Hammadi Maghnia, championne d'Afrique qui s'est illustrée dernièrement à l'île Maurice, a été honorée samedi par le wali de Tlemcen, Benyaïche Ali. Détenrice de trois médailles d'or à ces championnats d'Afrique seniors qui se sont déroulés du 10 au 19 juillet, la «perle de Maghnia», âgée de 17 ans, a été félicitée chaleureusement par le responsable de l'exécutif qui rencontra la société civile à l'issue de sa visite de travail au niveau de cette ville frontalière. L'Algérienne a survolé le concours chez les 75 kg en levant 74 kg à l'arraché et 95 kg à l'épaulé-jeté, soit au total 169 kg. «Je suis très contente de ma performance. C'est une joie indescriptible», a-t-elle déclaré en arborant fièrement ses trois médailles d'or. «Cette consécration est pour mon papa, ma famille, mes entraîneurs, tous ceux qui me soutiennent», a-t-elle ajouté. Tout en soulignant que «c'est de bon augure pour (s)a progression», Hammadi Maghnia de l'IRB Maghnia, précise qu'elle prépare, dès à présent, les championnats du monde 2018 qui seront abrités par les USA.

Handball/Mondial-2017 des U-19 L'entraîneur Bechkour sera finalement du voyage à Tbilissi

■ L'entraîneur de la sélection algérienne de handball des moins de 19 ans (garçons), Abdelkrim Bechkour, un temps démissionnaire, est finalement revenu à de meilleurs sentiments et sera du voyage à Tbilissi (Géorgie) pour participer au Championnat du monde de la catégorie qui débutera mardi. «C'est vrai qu'il y avait un problème (avec l'entraîneur-adjoint Daoud Amar, ndr) et que j'étais partant, mais avec la Fédération algérienne, on a décidé de tout reporter pour après le Mondial. Je serai lundi avec l'équipe pour son voyage en Géorgie», s'est contenté de dire Abdelkrim Bechkour, dimanche. Après avoir assuré la préparation des jeunes handballeurs algériens depuis juin dernier, Bechkour avait claqué la porte en fin de semaine dernière en raison d'un différend avec Daoud Amar. Jusqu'à samedi soir, toutes les tractations pour le faire revenir à de meilleurs sentiments avaient été vouées à l'échec et l'ancien coach du CRB Baraki avait été temporairement remplacé par le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Farouk Dehili. A Tbilissi, les jeunes Verts évolueront dans un groupe B qui compte le pays organisateur, l'Allemagne, l'Islande, le Chili et le Japon. Ils entameront la compétition mardi à 19h00 locales (16h00 algériennes) contre la Géorgie.

Athlétisme /Championnats du monde (marathon) Kenza Dahmani abandonne

■ L'Algérienne Kenza Dahmani (36 ans) a abandonné dimanche le marathon des championnats du monde d'athlétisme 2017 qui se déroulent à Londres (4-13 août). Le marathon de Londres qui a vu la participation de 92 athlètes a été remporté par la Bahreïnienne Rose Chelimo (2h27m11sec), devant la Kényane Edna Kiplagat (2h27m18sec) et l'Américaine Amy Cragg (2h27m18sec). Auparavant, Abdelmalik Lahoulou s'était qualifié pour les demi-finales de l'épreuve du 400 mètres haies en terminant la seconde série en 3^e position en 49.78, derrière le vainqueur, l'Américain TJ Holmes (49.35) et le Jamaïcain Jaheel Hyde (49.72). De son côté, l'Algérien Bilal Tabti s'était qualifié en finale de l'épreuve du 3000 mètres steeple, alors que son compatriote Hichem Bouchicha avait été éliminé.

MC Alger

Le Mouloudia toujours sans entraîneur



Les choses ne semblent pas s'améliorer pour le Mouloudia club d'Alger qui, et même s'il a repris les entraînements avec l'ancienne coqueluche du club Saïfi, se trouve toujours sans entraîneur. En effet, le coach espagnol, Vasquez, s'est rétracté et a décidé de ne pas venir diriger les Rouge et Vert. Ce dernier aurait d'abord refusé de travailler avec Saïfi et l'entraîneur des gardiens, Nouioua, et a demandé de tra-

vailer avec son propre staff avant d'exiger ensuite de la direction du club algérois de lui verser une avance sur salaire dans son compte bancaire avant de se rendre à Alger, ce que les responsables du Doyen refusent catégoriquement. Le manager général du club, Kamel Kaci Saïd, aurait éloigné donc sa piste et se lance maintenant dans la recherche d'un autre technicien. Il serait, en outre, toujours intéressé de prendre un technicien étranger et ne

veut pas de la piste de l'entraîneur local pour suppléer Kamel Mouassa dont le contrat n'a pas été reconduit. Kaci Saïd souhaite trouver une solution à ce problème le plus tôt possible afin de se concentrer ensuite sur la suite de la préparation qui attend le Mouloudia avec le stage qui est prévu à l'étranger. On croit savoir que ce dernier se tiendra à Tignes en France. Les dirigeants ont, d'ailleurs, récupéré les visas Schengen pour les joueurs et membres du staff technique. Cela devait se débloquer dans les prochains jours et l'équipe devrait pouvoir aller vers les choses sérieuses pour être fins prêts pour la nouvelle saison. Pour ce qui est des entraînements, l'effectif a repris hier le travail avec une séance était prévue à la forêt de Bouchaoui et où tout le monde était présent. Des joueurs sont soumis à une préparation spécifique et notamment, ceux qui ont repris tardivement les chemins de l'entraînements, à l'image de Kacem, Sediki, Gourmi et Mokdad. Tout le monde s'accorde à dire que tout ce passe bien pour le moment en attendant de passer à la vitesse supérieure pour être au rendez-vous le 26 août prochain, date du début du championnat national et la première journée de Ligue 1.

Imad M.

Transfert de Boudebouz

Nicollin : "Nous n'avons pas encore trouvé un accord"

■ Montpellier (Ligue 1 française de football) et le Betis Séville (Liga espagnole) n'ont pas encore trouvé un accord pour le transfert du milieu de terrain international algérien Ryad Boudebouz alors que le joueur a passé sa visite médicale à Barcelone pour rejoindre le club andalou. «Ryad est parti passer sa visite médicale à Barcelone, mais nous ne sommes pas tombés d'accord sur certains détails avec le Betis. On doit trouver un arrangement avec eux. Aux deux parties de faire un

effort pour concrétiser le transfert», a affirmé le président de Montpellier Laurent Nicollin samedi soir au micro de Canal+. Boudebouz (27 ans) devrait s'engager pour un contrat de quatre saisons avec le club andalou et du coup retrouver son coéquipier en sélection Aïssa Mandi. Montpellier va, lui, percevoir une indemnité de transfert de 7 millions d'euros assortis d'un éventuel bonus de 1 million d'euros et de 20% du montant à la revente. Le milieu de terrain offensif algérien est encore lié pour deux

saisons avec Montpellier mais dispose d'un bon de sortie après son excellente saison 2016-2017 (11 buts et 9 passes décisives en 33 matchs de Ligue 1). Touché à l'entraînement, l'Algérien devrait s'éloigner des terrains jusqu'à la mi-août, au minimum. L'ancien joueur du FC Sochaux (France) devrait donc être forfait pour la double confrontation face à la Zambie les 2 et 5 septembre dans le cadre respectivement des 3^e et 4^e journées des qualifications du Mondial 2018.

Strasbourg

Saadi signe son retour par une défaite

■ L'attaquant international algérien, Idriss Saadi, a signé son retour au championnat français, avec son nouveau club Strasbourg, par une défaite en déplacement à Lyon (4-0), en ouverture de la saison 2017-2018 de Ligue 1. Saadi a joué en tant que titulaire avant d'être remplacé par son entraîneur Thierry Laurey à la 67^e minute. Il a eu la note de 6,1 par le site spécialisé Whoscored.com. Malgré ce lourd revers, le buteur alsacien (25 ans) se projette d'ores et déjà sur la suite de la saison. «On était mieux en seconde période à 1-0, c'était encore possible. Mais

après, on connaît Lyon, ils ont de bons joueurs et on ne joue pas dans le même championnat. Il va falloir se concentrer sur la suite car la saison va être longue», a prévenu le joueur du RCSA sur beIN Sports. Promu en L1, Strasbourg va devoir livrer une grosse bataille lors de cet exercice pour se maintenir. Formé à Saint-Etienne, où il a connu la L1 entre 2010 et 2013, l'attaquant algérien, buteur de surface, puissant et intelligent, avait brillé à Clermont Foot en 2014, où il a inscrit 20 buts en une quarantaine de matches.

CAN-2019 de football

Le Cameroun "n'est pas prêt"

■ Le président de la Confédération africaine de football (CAF) le Malgache Ahmad Ahmad a estimé que le Cameroun n'était pas prêt pour accueillir la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, alors que le nombre des équipes participantes est passé de 16 à 24. «Même à quatre équipes, le Cameroun n'est pas prêt. Nous avons décidé que désormais ce ne sont plus les membres du comité exécutif qui vont inspecter les pays retenus pour l'organisation de la CAN. Ce sont désormais des experts qui le feront et la CAF statue au regard des résultats. Pour ce qui concerne le Cameroun, nous

allons envoyer les experts et on décidera à l'issue de leur mission d'inspection», a affirmé le président de la CAF, en marge d'une visite à Ouagadougou (Burkina Faso), cité dimanche par la presse locale. L'Algérie et le Maroc ont déjà fait acte de candidature au cas où le Cameroun serait dans l'incapacité d'organiser le tournoi, selon leurs présidents de fédérations Kheireddine Zetchi et Faouzi Lekjaâ, dans des sorties médiatiques. Lors de la dernière réunion du Bureaux exécutif de la CAF tenue à Rabat (Maroc), l'instance continentale avait approuvé le passage de la CAN de 16 à

24 équipes à partir de l'édition de 2019 alors que son déroulement va être décalé pour les mois de juin et juillet au lieu de janvier et février. Autant dire que la visite d'inspection prévue à partir du 20 août s'annonce déterminante. De leur côté, les autorités camerounaises multiplient les messages rassurants. «Le Cameroun est assuré d'accueillir la CAN 2019 pour avoir rempli 60% du cahier des charges à 18 mois du coup d'envoi de cette édition», a affirmé récemment le secrétaire général de la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT) Blaise Moussa. Par

ailleurs, le président de la CAF est revenu sur l'attribution de la CAN 2021 (Côte d'Ivoire) et 2023 (Guinée). En septembre 2014, alors qu'elle devait attribuer l'organisation des éditions 2019 et 2021, la CAF avait en effet également attribué celle de 2023, ce qui n'était pas prévu au départ. Certains pays jugent ces décisions «brutales» et s'estiment «lésés». Ahmad Ahmad a dit comprendre leur mécontentement, n'excluant pas d'ouvrir un débat sur le sujet : «Nous n'attribuerons pas de gré à gré les compétitions de la CAN», a rappelé le Malgache face à la presse.

Australie

Une baleine heurte un bateau et blesse des passagers

Un homme a perdu connaissance et trois autres ont subi des fractures au visage ou aux côtes lors d'une collision entre une baleine et un bateau de pêche sportive au large de l'Australie, a indiqué hier le capitaine de l'embarcation.

Le navire de neuf mètres de long retournait au port dans l'archipel des Whitsundays, situé au large de l'Etat du Queensland, avec huit passagers à son bord, lorsqu'une baleine à bosse l'a frappé par en dessous, le soulevant dans les airs. «En une fraction de seconde nous avons tous heurté le sol, le bateau a décollé et plus personne ne tenait sur ses pieds», a déclaré le capitaine Oliver Galea après l'accident survenu samedi. «Personne ne comprenait ce qui se passait». Un Sud-Africain de 71 ans a perdu connaissance, et a été soigné par l'équipage. Quatre autres occupants du bateau ont été conduits à l'hôpital: le capitaine pour une blessure à la tête qui a nécessité huit points de suture, et trois touristes pour des fractures au nez, aux côtes et au visage.

«On voit des baleines tout le temps, mais on n'a jamais eu connaissance d'un événement de ce genre», a déclaré M. Galea, ajoutant que certains des passagers avaient vu dans l'eau ce qu'ils pensent être une baleine à bosse après l'accident. Tous les ans, les baleines à bosse migrent du nord de l'Antarctique vers le climat plus chaud du littoral australien pour s'accoupler et mettre bas. Elles peuvent atteindre jusqu'à 16 mètres de long. Cette épreuve n'a pas atteint «le bon état d'esprit» des passagers, qui se sont retrouvés dimanche pour manger leur prise de la veille, selon le capitaine. «Le plus important, c'est que nous soyons tous rentrés, et maintenant nous avons quelques blessures de guerre à montrer», a-t-il ajouté.

R. N.

Palestine/Jordanie

Le roi Abdallah II entame une visite en Palestine

Le roi Abdallah II de Jordanie a entamé hier une visite en Palestine pour des discussions à Ramallah avec le président palestinien, Mahmoud Abbas, alors que le pays fait face à des tensions avec l'occupant israélien. Il s'agit de sa première visite au président palestinien depuis cinq ans chez lui, en Cisjordanie occupée. Pour la première fois depuis un bref séjour à Ramallah en décembre 2012, c'est le souverain hachémite qui a effectué le déplacement jusqu'en Cisjordanie occupée, et non pas Mahmoud Abbas qui a parcouru les 70 km jusqu'à Amman. Accueilli par M. Abbas à sa descente d'hélicoptère dans la cour du palais présidentiel palestinien, le roi s'est ensuite retiré avec lui. La visite d'Abdallah intervient moins de deux semaines après un nouvel accès de fièvre autour de l'ultra-sensible Esplanade, avec des affrontements quasiment quotidiens entre fidèles musulmans palestiniens et forces d'occupation israéliennes. Les tensions ont été provoquées par l'agression israélienne sur l'Esplanade, symbole national et religieux intangible pour les Palestiniens.

R. I.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

FAF LFP: LA HACHE DE GUERRE EST DÉTERRÉE



Wilaya d'Alger

Plus de 1 000 individus arrêtés



Les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont arrêté 1043 individus impliqués dans 3 080 affaires relevant du droit commun et du crime organisé dont le trafic de drogue et la falsification de billets de banque, a-t-on appris auprès de ce groupement. «Il s'agit des affaires traitées au cours de cette période et qui relèvent du droit commun (2 822 affaires) et du crime organisé (268), soldées par l'arrestation de 1 043 individus», a indiqué à l'APS, la chargée

de communication et des relations générales du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, le lieutenant Souad Ounis lors de sa présentation du bilan du 1^{er} semestre 2017. Concernant les affaires liées au crime organisé (trafic de drogue et de comprimés de psychotropes, falsification de billets de banque, trafic de véhicules, immigration clandestine), 10 727 kg de kif traité et 7 063 comprimés de psychotropes ont été saisis au cours du même semestre.

S'agissant de la sécurité routière, 370 accidents de la

circulation ont été enregistrés au cours du 1^{er} semestre 2017. Ce phénomène a connu une baisse de l'ordre de 34,28 % par rapport à la même période de l'année dernière où 563 accidents ont été enregistrés, a indiqué la même responsable.

Evoquant les causes principales de ces accidents, le facteur humain vient en tête avec 82 %, a-t-elle précisé. 4 339 infractions au Code de la route ont été relevées, 18 875 amendes forfaitaires infligées et 19 288 retraits de permis enregistrés, a ajouté le lieutenant Ounis.

K. L.

Emirats arabes unis

Un troisième incendie en deux semaines

Un nouvel incendie s'est déclaré vers 10h00 du matin, heure locale, hier, dans l'hôtel Movenpick hotel Jumeirah Beach Residence de Dubaï aux Emirats arabes unis.

Cet hôtel est situé dans le quartier de Dubaï Marina, très prisé par les touristes, a été déjà touché deux fois par des incendies ces derniers temps. Les services de secours ont réussi à maîtriser rapidement l'incendie tandis que les clients de l'hôtel avaient été immédiatement évacués, a communiqué l'administration de l'hôtel, confirmant l'accident.

C'est donc le troisième incendie qui survient au cours de ces deux dernières semaines. Ainsi, vendredi avant l'aube, un incendie s'était déclaré dans l'un des plus hauts gratte-ciel de Dubaï.

L'incident n'a également pas fait de victimes, les occupants de l'immeuble avaient été évacués.

Les autorités de Dubaï ont annoncé que le feu, dont l'origine n'a pas été déterminée pour l'heure, avait affecté la partie supérieure de cet immeuble de 79 étages et haut de 337 mètres.

En janvier, les autorités de Dubaï ont annoncé l'adoption de règles de construction plus rigoureuses pour minimiser les risques d'incendie, après une série de sinistres dans des gratte-ciel de l'émirat dus pour la plupart à des matériaux facilement inflammables utilisés pour le revêtement extérieur.

R. A.

Condoléances

C'est avec beaucoup de tristesse que la direction des quotidiens nationaux *Le Jour d'Algérie* et *Les Débats* a appris le décès du frère de Monsieur Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux. Dans ces moments particulièrement éprouvants, elle l'assure, ainsi que sa famille, de sa profonde sympathie et s'associe à sa douleur. Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

ACTU...

Hussein Dey (Alger)

Quatre personnes d'une même famille mortes par asphyxie

Quatre personnes d'une même famille ont trouvé la mort, ces dernières 24 h, par asphyxie au monoxyde de carbone dans leur domicile à Hussein Dey (Alger), a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Il s'agit du père (42 ans), de la mère (38 ans) et de leurs enfants âgés respectivement de 9 et 7 ans, précise la même source, ajoutant que les corps des victimes ont été évacués au CHU Mustapha-Bacha. D'autre part, les services de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, cinq morts et 23 blessés dans six accidents de la circulation survenus au niveau national. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif où deux personnes ont péri suite au renversement d'un véhicule léger sur la RN 28 au niveau de la commune de Mezloug. Durant la même période, trois cas de décès par noyade ont été enregistrés, dont deux sont décédés en mer à Boumerdès, tandis qu'une troisième personne a trouvé la mort dans l'Oued Tamassine à Ain Defla. Concernant le dispositif de la Protection civile pour la lutte contre les incendies de forêts et maquis, il a été procédé à l'extinction de 17 incendies de forêts, cinq incendies de maquis, avec des pertes estimées à 323 ha de forêts, 16 ha de maquis. Les éléments de la Protection civile sont intervenus également pour l'extinction de 20 feux ayant ravagé 395 botes de foin, 1 733 arbres fruitiers, 110 palmiers et 266 ha d'herbes sèches. M. T.

Guitariste des Rolling Stones

Ronnie Wood révèle avoir eu un cancer du poumon

Le deuxième guitariste des Rolling Stones, Ronnie Wood, 70 ans, s'est fait opérer en mai dernier d'un cancer du poumon, révèle-t-il dans une interview publiée dimanche dans un supplément du journal britannique *The Mail on Sunday*.

La tumeur a été découverte lors d'un examen de routine, raconte-t-il dans cet entretien réalisé à l'occasion de la publication du livre *Ronnie Wood: Artist*, consacré aux centaines de dessins et peintures réalisés par le musicien ces 50 dernières années. Le médecin «est revenu en annonçant que j'avais cette supernova en train de brûler dans mon poumon gauche», dit-il, en évoquant ensuite la terrible attente de résultats d'analyses devant déterminer si la tumeur s'était propagée. «Il y a eu une semaine où tout pouvait arriver», poursuit-il. «Ca aurait pu être le clap de fin, le moment de dire au revoir. Vous ne savez jamais ce qui va arriver», ajoute Ronnie Wood en assurant que, quel que soit le verdict des analyses, il n'aurait jamais accepté de subir une chimiothérapie. «Pas question d'utiliser cette baïonnette contre mon corps», dit-il. «Pas question qu'on touche à mes cheveux». Ronnie Wood apprend finalement que le cancer ne s'est pas propagé et subit une opération en urgence. «Tout va bien maintenant. Ils l'ont traité suffisamment tôt», dit-il.

Ronnie Wood avait arrêté de fumer l'an dernier, une semaine avant la naissance de ses jumelles Gracie Jane et Alice Rose, ses cinquième et sixième enfants. G. K.